LE FIGARO MAGAZINE

PAYS : France
PAGE(S) :42-44;46
SURFACE :305 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

DIFFUSION :425216
JOURNALISTE : Alexandre Devecchio

► **8 novembre 2019 - N°23400**

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO MAGAZINE

PAYS :France
PAGE(S) :42-44;46
SURFACE :305 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :425216
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 8 novembre 2019 - N°23400

Jérôme Sainte-Marie

"LA CRISTALLISATION DU BLOC POPULAIRE PEUT ABOUTIR À LA DÉFAITE DE MACRON"

C'est le livre d'un sondeur, qui décrypte les chiffres, mais aussi celui d'un théoricien et sociologue capable d'analyser les mouvements profonds de la société. Dans un essai majeur, « Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme », publié aux Editions du Cerf, Jérôme Sainte-Marie montre le retour de la lutte des classes dans une société qui se divise désormais en deux blocs : élitaire et populaire.

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

Dans votre nouvel essai, « Bloc contre bloc », vous appliquez une grille de lecture marxiste au clivage politique français. Même la gauche n'ose plus se référer à Marx. En quoi est-il pertinent pour comprendre notre époque ? Le marxisme doit-il être confondu avec le léninisme ?

Je suis depuis longtemps passionné par le Karl Marx sociologue et historien, même si, bien entendu, toute référence à son œuvre est compliquée par l'usage qui en a été fait par des régimes politiques disparus en Europe depuis une trentaine d'années. Le léninisme ne fut pourtant qu'une des interprétations possibles, et il existe une autre tradition marxiste de respect du suffrage universel et des libertés individuelles, par exemple chez les sociaux-démocrates allemands. Je crois très utile à la compréhension de notre époque tout ce que dit Marx sur l'articulation entre forces sociales et représentations politiques. Il s'est d'ailleurs inspiré pour cela d'auteurs libéraux, par exemple pour la notion de classe sociale, d'une grande banalité à son époque comme le montre la lecture d'Alexis de Tocqueville ou de François Guizot. En retour, Raymond Aron a été un lecteur érudit et naturellement très critique de Marx. J'ai pour ma part surtout utilisé un essai d'interprétation d'histoire immédiate, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, où le philosophe allemand confronte ses concepts à l'intense actualité politique de la IIe République, entre 1848 et 1851. Pour une autre période inhabituellement intéressante, celle ouverte par l'élection d'Emmanuel Macron, cela m'a paru de bonne méthode, par rapprochement comme par contraste, pour saisir les principes déterminants de notre actualité politique.

Selon vous, l'élection d'Emmanuel Macron a été marquée par le retour de la lutte des classes. Que signifie réellement le concept de classe ? Est-il approprié dans une société française qui semble par ailleurs en voie d'« archipélisation » ?

Pour le moins, il règne depuis deux ans en France un imaginaire de lutte des classes. Quant à savoir si les classes sociales existent, c'est une autre affaire. En toute hypothèse, ce ne sont pas de simples catégories socioprofessionnelles, comme celles que l'on utilise dans l'analyse des sondages. Le concept de classe sociale correspond d'abord à une situation particulière dans le système productif, donc à l'origine principale des revenus du groupe considéré, plus qu'à leur niveau. A ces données objectives, il faut une conscience collective, celle de former un ensemble cohérent d'intérêts, de valeurs et d'ambition politique. C'est alors qu'une classe en soi devient une classe pour soi, et qu'elle joue un rôle historique. On peut parfaitement considérer que ces notions sont abstraites, voire vides de sens. Je m'en tiens dans ce livre à souligner à quel point les opinions et les votes sont déterminés par la position sociale. Derrière la vivacité de l'individualisme comme norme sociale, on constate que les individus sont toujours, et selon moi de plus en plus, déterminés politiquement par des situations collectives. Et, par ailleurs, l'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron polarise la société française en deux grands ensembles bien plus qu'il ne produit fragmentation ou « archipélisation ».

Au clivage droite-gauche se substituerait un conflit entre ce que vous appelez le « bloc élitaire » et le « bloc populaire ». N'est-ce pas un peu binaire ?

Je décris les deux pôles d'attraction du système politique français actuel, qui lui donnent sa dynamique sans pour autant que tous s'y retrouvent. Entre ces deux blocs, de plus en plus cohérents d'un point de vue sociologique et idéologique, il demeure des millions de citoyens de —

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO MAGAZINE
PAYS :France
PAGE(S) :42-44;46
SURFACE :305 %
PERIODICITE :Hebdomadaire
DIFFUSION :425216
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio
► 8 novembre 2019 - N°23400

"Ironiquement, comme candidat et comme président, Macron reprend le programme que Marx prêtait à la bourgeoisie…"

conditions et de convictions diverses, par exemple ceux qui restent fidèles aux notions de gauche et de droite. Je constate simplement que les résultats des élections comme les réactions de l'opinion doivent toujours davantage à l'antagonisme entre bloc élitaire et bloc populaire, dans un schéma effectivement binaire. Ceci rappelle ce que l'on a vu s'installer au cours des années 1960, avec la constitution d'une gauche et d'une droite assez cohérentes dans leur composition sociologique comme dans leur message politique. Nous sommes face à un nouveau clivage, qui tend comme souvent en politique vers la dualité.

La crise des « gilets jaunes » a-t-elle été l'expression de cette nouvelle lutte des classes ?

L'observation de terrain comme la lecture des études d'opinion m'ont convaincu que le monde des « gilets jaunes » formait l'antithèse de celui ayant triomphé avec Macron. La condition sociale, le niveau de revenu et de diplôme, les lieux d'habitation, les références culturelles et bien entendu le parcours électoral, tout différenciait ces deux univers. Leur opposition frontale n'a fait que renforcer leur homogénéité interne. Ces moments d'intense division nationale, et pour tout dire de détestation réciproque, m'ont paru très proches des conflits de classes ayant caractérisé les grandes crises françaises du XIXe siècle. Les termes en étaient différents, mais la mécanique est similaire. La crise semble apaisée, mais il y a eu, de part et d'autre, une pédagogie du conflit. A cette occasion, les antagonismes se sont durcis et les solutions politiques simplifiées.

« Bloc contre bloc. La dynamique du Macronisme », de Jérôme Sainte-Marie, Editions du Cerf, 288 p., 18 €.

Quelles sont les différentes catégories qui composent ces deux blocs ?

Pour le bloc élitaire, sa composition est stable, avec trois éléments majeurs : les élites véritables, soit le fameux « 1 % », ceux qui dirigent les institutions et les entreprises ; ensuite l'univers des cadres supérieurs du privé et, pour une part, du public, qui adhèrent pleinement aux objectifs de l'élite ; enfin nombre de retraités, de toutes conditions, qui considèrent que la direction du pays par cette élite est la garantie indispensable pour que le système économique et financier fonctionne, ce dont ils sont désormais pleinement dépendants. Pour le bloc populaire, il s'organise autour d'une alliance des petits entrepreneurs, artisans et commerçants, d'une part, des salariés d'exécution du privé d'autre part. Sa cohérence est moindre, car il manque de relais susceptibles d'exercer le pouvoir, c'est-à-dire le contrôle de l'Etat. Son nombre est sa grande force en vue de 2022. Ces deux blocs, et là j'ai recours aux théories d'Antonio Gramsci, ne sont pas de simples superpositions de catégories sociales, ils sont cimentés par des valeurs et des objectifs spécifiques. Ils forment donc des ensembles idéologiques dont l'opposition s'ancre dans un conflit d'intérêts matériel. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le pays.

Dans notre société multiculturelle, les clivages identitaires se superposent aux clivages sociaux. On voit mal l'électorat « musulman » par exemple voter pour Marine Le Pen, bien qu'une grande partie de celui-ci soit sociologiquement plus proche du bloc populaire…

C'est tout à fait exact mais il ne faut pas exagérer l'importance numérique des électeurs de confession musulmane. Pour les nationaux, il s'agit d'une population marquée par tous les traits de l'abstentionnisme et dont le vote est, dans ses motivations principales, similaire à celui des autres citoyens. L'origine extra-européenne ou bien la confession musulmane ne pèsent pour le moment que de manière négative, en empêchant le vote pour le Rassemblement national, comme l'indique l'évolution électorale de la Seine-Saint-Denis. De ce point de vue, l'immigration est plutôt favorable au maintien au pouvoir du bloc élitaire. A cette importante exception près, les clivages ont plutôt tendance à se superposer qu'à se croiser.

Vous expliquez vous-même que La France insoumise, qui aurait pu représenter le bloc populaire, s'est effondrée sur cette question…

Durant la première année du quinquennat, LFI représente aux yeux des Français la principale opposition. Cependant, Jean-Luc Mélenchon ayant considéré qu'il pouvait prendre la tête d'une gauche reconstituée, il a cédé à toutes les tentations du gauchisme culturel, notamment lors du débat sur la loi asile et immigration. Or, la moitié de ses électeurs de 2017, surtout ceux issus des catégories populaires, étaient demandeurs de plus de rigueur, y compris en refusant l'accueil du navire *Aquarius* dans un port français. En radicalisant sans cesse son inclination promigrants, La France insoumise a sombré électoralement. Le bloc populaire se construit sans elle, et sans doute contre elle.

A première vue, le macronisme semble être un mouvement attrape-tout et très peu cohérent idéologiquement. Pourtant, vous évoquez « une idéologie révolutionnaire au service des élites ». Qu'entendez-vous par là ?

Il me semble à l'inverse que le projet macroniste est d'une grande clarté. Il s'agit d'adapter le pays à toutes les exigences du capitalisme contemporain, dans le cadre d'une économie mondialisée et financiarisée. Ironiquement, comme candidat et comme président, Macron reprend le programme que Marx prêtait à la bourgeoisie, celui d'une transformation perpétuelle des modes de vie au service d'une recherche incessante de la croissance et du profit. Le capitalisme n'est pas conservateur, le philosophe Jean-Claude Michéa l'a souvent rappelé. –

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO MAGAZINE

PAYS :France
PAGE(S) :42-44;46
SURFACE :305 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :425216
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 8 novembre 2019 - N°23400

A l'inverse, pour libérer les énergies, comme l'on dit, il est un formidable levier de transformation culturelle, en brisant les solidarités sociales et les valeurs traditionnelles contraires à son déploiement universel. Il s'agit du programme explicite du progressisme, tel qu'exprimé par Macron et par ses proches. La droite comme la gauche avaient fini par constituer des compromis entre différents groupes sociaux, leur clarté idéologique s'était amoindrie au fil de leur alternance au pouvoir. On pouvait le déplorer, mais les tensions en étaient atténuées. Désormais, comme Macron l'a proclamé lors de son meeting fondateur du 12 juillet 2016, l'heure n'est plus aux *« ajustements »* mais à la *« refondation radicale des choses »*. Son livre programmatique s'appelle justement *Révolution*, et même s'il s'agit d'une révolution par le haut, ce titre me paraît justifié.

Vous évoquez également une dérive autoritaire du macronisme. A force de lire Marx, êtes-vous devenu gauchiste ?

La lecture contemporaine de Marx me semble le meilleur vaccin contre le gauchisme, notamment culturel ! C'est à l'inverse en allant vers les penseurs du libéralisme politique que l'on s'inquiète de l'évolution des lois en matière de libertés publiques, à commencer par la liberté d'expression. Il s'agit d'une tendance antérieure à l'élection de Macron, mais le hiatus entre sa volonté de réformes et le caractère minoritaire de sa base sociale l'incline aux solutions coercitives. Il me semble évident que depuis deux ans les tensions se sont renforcées dans le pays, et que pour les surmonter l'Etat évolue vers une forme de libéralisme autoritaire. Il n'y a pas de jugement de valeur dans ce constat, et il revient à chacun de considérer si cela en vaut la peine par rapport aux buts poursuivis.

« Libéralisme autoritaire » à la Macron contre « démocratie illibérale » à la Orbán, est-ce l'affrontement idéologique du XXIe siècle ?

Je ne crois pas, car on peut très bien considérer que ces deux modèles peuvent s'apparenter, même si leurs priorités politiques sont différentes. Dans un cas, on vise l'adaptation d'un modèle social aux contraintes de la mondialisation ; dans l'autre, la préservation d'une identité nationale contre les phénomènes migratoires. Par ailleurs, il faut distinguer au moins trois ordres du libéralisme : l'économique, le culturel et le politique. C'est ce dernier qui me semble le moins défendu aujourd'hui.

« Soucieux d'affaiblir les solutions de rechange à son pouvoir, l'exécutif prend le risque d'encourager un bloc populaire potentiellement plus nombreux, compte tenu de la structure sociale qu'il représente, que le bloc élitaire. » Est-ce à dire que Marine Le Pen peut l'emporter en 2022 ?

Pour la prochaine présidentielle, le jeu est ouvert. Le supposé « plafond de verre » pesant sur le vote Marine Le Pen est passé de 33 % au second tour de 2017 à 43 %, voire 45 % moins de trois ans plus tard, selon les sondages. En d'autres termes, cette notion ne signifie rien, désormais qu'une majorité des Français partage peu ou prou les positions du Rassemblement national sur ses thèmes principaux, l'immigration et la sécurité. Ce n'est plus la question des valeurs mais celle de la crédibilité qui contraint le vote en faveur de Le Pen. Or la radicalité du projet macroniste et le fait qu'il cristallise contre lui une vive hostilité populaire peuvent aboutir à la défaite du candidat sortant. A trop miser sur l'inconcevabilité de la victoire de Marine Le Pen en 2022, et en minorant la dialectique sociale qui sous-tend le conflit politique, Macron prend un risque majeur. ■

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

NOUVEAU
LES DÉBATS ESPRITS LIBRES
Thomas PIKETTY / Geoffroy ROUX DE BÉZIEUX
Le 29 novembre à 19 heures au FIGARO
Réservations :
www.lefigaro.fr/debats-esprits-libres

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :18
SURFACE :91 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Débats
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 15 novembre 2019 - N°nc

DÉBATS

Un an après le début des «gilets jaunes» : France, où en sont tes divisions ?

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

LE FIGARO.- Dans vos livres respectifs, vous défendez des thèses en apparence opposées. Pour vous, Jérôme Fourquet, nous assistons à l'archipélisation de la société française, tandis que Jérôme Sainte-Marie insiste davantage sur un phénomène de polarisation. Ces deux thèses sont-elles réconciliables ?

Jérôme FOURQUET.- Quand je définis la société française comme une société archipélisée, j'entends notamment qu'au plan politique on observe un nouveau clivage qui a supplanté le clivage gauche-droite et qui devient le clivage dominant. À cet égard, je suis assez proche de la thèse défendue par Jérôme Sainte-Marie, à ceci près que l'on peut débattre de la notion de polarisation : à partir de quel moment un clivage dominant devient-il le clivage unique et structurant ?

On peut constater aujourd'hui, tant dans les intentions de vote que dans les scrutins, que les deux nouveaux pôles dominants de la vie politique française rassemblent au mieux à peine 50 % du corps électoral. Il y a donc une autre partie très importante de la population qui ne se retrouve pas pour l'instant dans l'opposition, schématiquement, entre macronisme et lepénisme. Ce clivage-là a certes supplanté l'ancien clivage gauche-droite, qui n'a pas pour autant disparu. Mais beaucoup de Français ne se reconnaissent pas pour l'instant en lui. C'est pour cela que je préfère le concept d'archipélisation qui montre une fragmentation, même si dans ce chaos deux blocs s'opposent en effet. En raison de la force de notre modèle électoral, de notre mode de scrutin, ces deux blocs vont sans doute être les forces dominantes, sans rassembler pour autant autour d'eux dans de vastes coalitions comme la gauche et la droite savaient le faire.

Jérôme SAINTE-MARIE.- Il me semble que le macronisme a sa propre dynamique, qui entraîne une polarisation générale. Si je reprends les chiffres d'intentions de vote pour l'élection présidentielle de l'Ifop, les électeurs qui choisissent ne serait-ce que Le Pen et Macron dès le premier tour représentent pratiquement 60 % des intentions de vote exprimées. Par ailleurs, ces résultats produisent des effets sur l'opinion, puisque dans la Ve République, le second tour de la présidentielle structure la vie politique. François Mitterrand l'avait compris dans les années 1960, alors que les forces politiques, notamment au centre, avaient cru pouvoir maintenir les règles du jeu ancien. Peu à peu, c'est à l'époque le clivage gauche-droite le plus rigoureux qui s'est imposé comme structurant, non seulement à l'élection présidentielle, mais aussi dans tous les autres votes, et cela pendant des décennies.

Il y a une seconde raison plus profonde à cette dynamique de polarisation nouvelle que j'essaye d'analyser, et qui va bien au-delà de la volonté attribuée parfois à Emmanuel Macron. C'est que ce clivage, celui qui se cristallise dans l'affrontement du RN et de LREM, trouve toute sa cohérence au niveau idéologique dans l'opposition entre un souverainisme intégral et un libéralisme intégral. Enfin, ce clivage existe à un troisième niveau, social, qui s'apparente à un clivage de classes. La synthèse de cette triple opposition aboutit à définir un bloc populaire, centré sur

> Ce phénomène des « gilet
> est allé bien au-delà des
> mécontentements qui l'ont fa
> il a développé un véritable ins

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :18
SURFACE :91 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Débats
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 15 novembre 2019 - N°nc

de classe, aussi bien chez ses que parmi ses détracteurs

JÉRÔME SAINTE-MARIE

les actifs modestes et fragilisés du secteur privé, et un bloc élitaire, regroupant la classe dominante, une bonne partie des cadres supérieurs et nombre de retraités qui, même s'ils ne sont pas particulièrement prospères, font confiance à l'élite pour protéger leur situation. Quoique des millions de Français ne s'identifient pas à l'un de ces deux blocs, ils en subissent la force de gravitation, qui affaiblit les solutions intermédiaires.

Un an jour pour jour après le début des « gilets jaunes », ce mouvement a-t-il participé de la fragmentation ou de la polarisation de la France ?

J.F.- Il y a effectivement eu dans cette crise une traduction dans la rue de cet affrontement de classes, bien décrit par Jérôme Sainte-Marie. Cela s'est manifesté physiquement et pas uniquement dans les « lignes de ventilation » des sondages. Deux France se faisaient face de manière très symbolique, avec des soutiens des « gilets jaunes » émanant du bas des classes moyennes, qui défilaient samedi après samedi dans les beaux quartiers des grandes villes sous les fenêtres de la France qui va bien, laquelle regardait de manière circonspecte puis très inquiète ces défilés. Et le recours parfois fréquent à une certaine forme de violence. On a eu un précipité de cette opposition.

Mais « en même temps », toute la France ne s'est pas polarisée autour de cet affrontement et un nombre significatif de catégories de la population sont restées spectatrices. Je pense à une partie de la droite, qui au début a soutenu les « gilets jaunes » avant de se ranger derrière Macron et ne savait en fait plus vraiment où se situer. On peut aussi mentionner l'électorat des banlieues, qui, en dépit des efforts de l'extrême gauche pour faire converger les « luttes », ne s'est pas retrouvé dans ce mouvement. Et puisque l'on parle de la gauche de la gauche, ce qui reste des forces syndicales organisées a bien essayé de faire sa jonction avec le mouvement des « gilets jaunes », mais cela n'a pas été très concluant. Chacun est resté sur son Aventin.

J. S.-M. - J'ai également été frappé par le très grand contraste, dans le traitement politique du conflit, entre l'aisance des deux nouvelles forces et l'embarras des forces plus classiques, de gauche ou de droite, non seulement leur appareil mais aussi leur électorat. Cet événement a également percuté l'entreprise de Jean-Luc Mélenchon qui était de reconstituer la gauche autour de lui. Il a été pris à contre-pied dans sa stratégie politique. Le caractère hétérogène, hétéroclite des électorats traditionnels de la gauche et de la droite, qui a longtemps été leur force, devient une faiblesse face à un conflit social aussi intense. Car ce phénomène des « gilets jaunes » est allé bien au-delà des mécontentements qui l'ont fait naître, il a développé un véritable instinct de classe, aussi bien chez ses partisans que parmi ses détracteurs.

À cette occasion, et c'est une conséquence fondamentale pour l'avenir politique du pays, s'est accélérée la construction des deux blocs. Je m'explique. Il y avait déjà un bloc élitaire, surtout stabilisé autour de Macron : les cadres supérieurs, une partie des retraités... Donc la France d'en haut ou celle qui veut s'y reconnaître ou lui déléguer ses intérêts et sa représentation politique, soit à peu près un Français sur quatre. Il lui manquait nombre d'électeurs qui avaient choisi François Fillon,

La transformation de notre en une société multiculture est un élément qui vient fragm le bloc populaire

JÉRÔME FOURQUET

mais aux européennes, sous le choc de l'affrontement social en cours, une partie a rallié le vote LREM. En face, le bloc populaire demeurait virtuel, dans la mesure où son expression politique était presque également divisée entre le vote

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :18
SURFACE :91 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Débats
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 15 novembre 2019 - N°nc

Mélenchon et Le Pen. Et que, par ailleurs, d'un point de vue sociologique, il n'avait pas vraiment de noyau dur.

Mais en novembre et décembre 2018, nous avons assisté à la mobilisation d'un groupe social bien particulier. Non pas les classes populaires en général, mais bien les actifs du privé, salariés d'exécution, petits commerçants, petits artisans, c'est-à-dire ceux qui vivent difficilement de leur travail quand ils ne sont pas au chômage, et se trouvent dans des positions sociales subalternes. Cela fait du monde, et même un monde qui ne se mobilisait plus, pas syndiqué, mal encadré politiquement, donc naturellement émietté. Or la forme de ce mouvement, à travers toute la France, à travers les ronds-points, est en adéquation avec la dispersion de ce milieu, pourtant assez homogène dans son niveau de diplômes et de revenus, ainsi que dans la précarité de sa condition. Donc, il y a désormais un noyau sociologique à ce bloc populaire, autour duquel s'agrègent des individus d'autres milieux, dans la rue comme dans le vote.

Aux européennes, il est apparu que le principal débouché politique de ce bloc, outre l'abstention et le vote blanc, a été de déposer un bulletin pour la liste Bardella. Inversement, la liste Manon Aubry, qui assumait une identité de gauche, en a très peu profité. On sait que la gauche prospère dans la fonction publique, ou plus généralement parmi ceux qui prônent et bénéficient de la dépense publique. Dès lors, ils ont eu du mal à unir leurs forces avec des gens qui réclamaient moins de taxes. L'idéologie du souverainisme intégral porté par le Rassemblement national l'aide à mieux surmonter ses contradictions et favorise la consolidation d'un bloc populaire dont l'expression politique est, de fait, en voie d'unification.

N'y a-t-il pas également un nouveau clivage qui n'existait pas auparavant : le clivage identitaire ?

J.F. – La transformation de notre société en une société multiculturelle introduit naturellement de nouveaux paramètres à l'équation et notamment cette dimension du rapport à l'identité et de son instrumentalisation, ou de son utilisation politique. De cette entrée dans une ère multiculturelle découlent de nombreuses transformations sur le plan du peuplement dans certains quartiers, des conduites individuelles (contournement de carte scolaire) et sur le plan des comportements électoraux. C'est un sujet majeur. J'y vois aussi un élément qui vient fragmenter le bloc populaire. Cette fameuse « France du non » (en référence au référendum de 2005), que Marine Le Pen a cherché à incarner dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, n'est pas homogène et même antagoniste sur cette question du rapport à l'identité et à l'immigration. On peut avoir des salariés qui ont exactement les mêmes caractéristiques socioprofessionnelles, qui donc sur le papier devraient voter de la même manière, mais une variable introduit un facteur de clivage : les origines culturelles de ces publics. Cette ligne fracture fortement le bloc populaire dont parle Jérôme Sainte-Marie.

J. S.-M. – De fait, comme il est classique à travers le temps, le phénomène migratoire a plutôt tendance à favoriser les catégories dirigeantes de la société. Les immigrés arrivant plutôt au bas de l'échelle sociale, ils ont tendance à diviser les catégories populaires et à y créer une concurrence dans l'accès aux biens collectifs, dont l'école.

Comme l'évoque Jérôme Fourquet, le fait d'être originaire de l'immigration extra-européenne peut amener à des comportements électoraux différents, ce qui pour l'essentiel divise le vote populaire. Par exemple, le fait d'être musulman pourra empêcher de choisir un candidat issu du Rassemblement national même si l'on est séduit par son programme social et sécuritaire. En tendance, cette question identitaire va se présenter de plus en plus. Mais si je raisonne plus modestement, à l'horizon de la prochaine présidentielle, il me semble que c'est encore un peu tôt. On surestime beaucoup la proportion d'électeurs musulmans parmi les votants, plus proche de 5 % que de 10 %, du fait d'une moindre participation. Pour l'instant, il me semble que, à cet égard, l'immigration joue beaucoup plus comme représentation que comme réalité électorale. Comme représentation, cela a tendance à

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :18
SURFACE :91 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Débats
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Alexandre Devecchio

► 15 novembre 2019 - N°nc

fragmenter davantage encore la gauche et cela joue un rôle central dans l'effondrement dans les urnes de La France insoumise, elle qui refuse d'endosser les positons d'une bonne partie de ses électeurs, notamment d'origine populaire, sur le contrôle et la réduction des flux migratoires. À court terme, cela favorise puissamment Marine Le Pen, privée d'un concurrent sérieux dans le vote populaire.

Dernier point, la plupart des électeurs musulmans votent comme tous les autres en fonction d'aspirations diverses, et, notamment, je pense à une étude Ifop pour *Le Pèlerin* qui montre qu'ils expriment beaucoup de demandes sociales. Tout simplement parce qu'issus de l'immigration plus récente, ils sont très souvent dans des fonctions subalternes et bénéficient de l'État social. Cela ne les incite pas, dans leur masse, à choisir Macron, et s'il existe toute une frange, notamment chez les jeunes, qui adhère au libéralisme entrepreneurial, cela demeure une minorité. Ainsi, dans le cadre du nouveau clivage, une double contrainte pèse sur le vote des gens issus de l'immigration, et plus particulièrement de ceux d'entre eux de confession musulmane. Il me semble que cela favorisera surtout l'abstention lors du second tour de la prochaine présidentielle.

> Ce phénomène des « gilets jaunes » est allé bien au-delà des mécontentements qui l'ont fait naître, il a développé un véritable instinct de classe, aussi bien chez ses partisans que parmi ses détracteurs
>
> JÉRÔME SAINTE-MARIE

> La transformation de notre société en une société multiculturelle est un élément qui vient fragmenter le bloc populaire
>
> JÉRÔME FOURQUET

ENTRETIEN

Outre le fait de partager le même prénom, Jérôme Sainte-Marie et Jérôme Fourquet ont pour point commun de compter parmi les meilleurs sondeurs de leur génération. Tous deux sont également auteurs d'essais majeurs sur la France post- « gilets jaunes ». Cependant, en apparence du moins, leurs thèses respectives s'opposent. Dans *L'Archipel français* (Seuil), Fourquet défendait l'idée d'un morcellement de notre pays sur fond de fractures culturelles et sociales. *Bloc contre bloc* de Jérôme Sainte-Marie, qui vient de paraître (Cerf), sonne quelque peu comme une réponse à cette thèse. Pour l'auteur, la France se fragmente moins qu'elle ne se polarise sur le plan sociologique et électoral. Macron et Le Pen incarnent, selon lui, ce nouveau clivage. Un an après le début du mouvement des « gilets jaunes », nous avons réuni les deux essayistes pour examiner leurs accords et désaccords.

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS : France
PAGE(S) :18
SURFACE :91 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE :Débats
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE : Alexandre Devecchio

► **15 novembre 2019 - N°nc**

Bloc contre bloc
La dynamique du Macronisme
JÉRÔME SAINT-MARIE, ÉDITIONS DU CERF, 18 EUROS, 288 PAGES

L'Archipel français
Naissance d'une France divisée
JÉRÔME FOURQUET, ÉDITIONS DU SEUIL, 22 EUROS, 384 PAGES

Tous droits de reproduction réservés

MEDIAPART
URL :http://blogs.mediapart.fr/
PAYS :France
TYPE :Web Grand Public
► 10 novembre 2019 - 09:46
> Version en ligne

NOUS VIVONS UNE LUTTE DES CLASSES ÂPRE ET EXACERBEE !

Analyse du livre de Jérôme Sainte-Marie intitulé: "Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme", édition du Cerf, 2019. L'ouvrage du politologue Jérome Sainte-Marie a le mérite de réhabiliter certains concepts marxistes, afin de comprendre les luttes en cours dans la société française sous Macron. Disons-le d'emblée : J. Sainte-Marie se revendique comme "marxiste social-démocrate à l'allemande (cf SPD), soit une version du marxisme très édulcorée, suite au congrès de Bad-Godesberg de 1949, où les congressistes abandonnèrent l'essentiel de leur culture marxiste.

Voila pourquoi il parle de l' existence depuis deux ans "d'un imaginaire de lutte des classes" structurant le discours politique. Les opinions et les votes sont déterminés par la position sociale : par exemple, un jeune, un ouvrier votera plutôt FI que LREM. Il faut aussi toute une conscience. collective, afin de former un ensemble cohérent. D'où l'existence d'un "bloc élitaire"(autour de Macron) et d'un " bloc populaire" autour des Gilets Jaunes. Ce qui explique ces moments d'intense division nationale que nous sommes en train de vivre.

Le bloc élitaire est formé du 1%, ceux qui dirigent les entreprises et les institutions, les cadres supérieurs du privé et du public. Sainte-Marie omet de dire que Macron est arrivé au pouvoir, suite à un coup d'état démocratique, pour reprendre la formule d'Alain Badiou : cf son ouvrage : "Éloge de la politique", édition Café Voltaire/Flammarion, 2017.

En face, il y a le bloc populaire avec les artisans, les salariés d'exécution du privé et du public. Sa cohérence est moindre. A cause d'une France Insoumise, qui s'est effondrée sous le macronisme, en tenant des propos pro émigrants selon l'auteur..

Le topo de J Sainte-Marie est juste, intéressant, mais il en reste à l'écume des apparences. En terme de méthode, il se contente de "plaquer" quelques concepts marxistes sur la société française, sans jamais vraiment les mettre au travail dans une situation précise.

Ma lecture de la lutte des classes en France au cours de ces 10 dernières années s'efforce de l'ancrer dans le réel. Ainsi, selon moi, il n'y a pas seulement un "imaginaire de lutte des classes" dans le pays, mais une exacerbation du combat réel de classes dans la société depuis 10 ans :

. mobilisation contre la reforme des retraites voulue par Sarkosy. : 2,3 millions de personnes dans la rue les 12 et 17 octobre 2010..

Mobilisation contre le projet de loi Khomri donnant lieu à 14 journées de mobilisation, 1,4 millions de personnes dans la rue les 31 mars et 14 juin 2016..Mouvement des Gilets Jaunes, qui en est à son 52eme samedi de lutte, avec une opinion publique les soutenant à 75% (cf article sur cette exacerbation de la lutte des classes que je reposte).

D'où une exacerbation de la lutte des classes. Comme écrit mon ami marxiste Ernesto Monteagudo : "L'Etat est le produit de la manifestation de ce que les contradictions de classes sont INCONCILIABLES. Soit une guerre de classes âpre et perenne. L' État est l'organisme armé de répression des Classes populaires. A mesure que la crise du capital s'accentue, à mesure que les contradictions inconciliables de classe s'approfondissent, les répressions qu'elles soient judiciaires, policières, administratives bureaucratiques, s accentuent, et augmentent de façon exponentielle. Nous sommes en dictature et personne ne le dit !"(sic)

Dans cette situation ultra violente, les responsables de la FI, jusque là porte-parole des jeunes et des classes populaires, -cf élection 2017, ou 25% d'ouvriers et de jeunes ont voté FI-, ont été "retournés" par Macron. En échange de 32 millions d'euros au titre du financement de la vie politique (2017-2022), la direction de la FI, sous la houlette de Corbière, a mis au rancart notre programme "L'avenir en commun", viré son rédacteur Jacques Généreux. La FI ne s'est pas opposée sérieusement à la casse du Code du travail, n'a pas défendu frontalement les Gilets Jaune, ni la grève générale du 5 décembre 2019.

Tous droits de reproduction réservés

MEDIAPART
URL :http://blogs.mediapart.fr/
PAYS : France
TYPE : Web Grand Public

► **10 novembre 2019 - 09:46** **> Version en ligne**

Voilà pourquoi en politique, il faut créer du neuf. Se débarrasser de la social-libéralisation des esprits imposée par Autain, Ruffin et Corbière, nous faisant croire à une énième resucée de l'Union de la Gauche : en réalité, une gauche du capital, machine à désorienter nos consciences !

Avec le PRCF, le Pardem, le CNSJS, "Les insoumis démocrates", "les franchement insoumis", le courant interne/externe à la FI: "Rupture, pouvoir aux insoumis", nous proposons un positionnement politique nouveau, critique, intransigeant, sur la base de la défense de notre programme "L'avenir en commun" et d'un second Manifeste, que nous sommes en train de rédiger Clémentine Langlois et moi. Et nous sommes décidés à présenter des listes. Citoyennes autonomes aux élections municipales de 2020, avec pour seul but, de défendre les sans nom, les sans grade que nous sommes, que le Macronisme veut férocement mettre à mort, tandis que nous nous battons pour un nouveau futur!

Tous droits de reproduction réservés

Le Vent se lève

URL :http://lvsl.fr/
PAYS : France
TYPE : Web Grand Public

► **13 novembre 2019 - 16:47**

> Version en ligne

Jérôme Sainte-Marie : « Le macronisme est un projet minoritaire »

Le jour de la parution de son dernier livre, nous avons retrouvé Jérôme Sainte-Marie dans un café du quartier latin. Politologue et président de l'institut PollingVox, il publie en ce mois de novembre un ouvrage intitulé Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme aux **éditions du Cerf.** Enquêtes sociologiques et études d'opinion à l'appui, il y décrit la structuration du bloc élitaire qui forme la base sociale d'Emmanuel Macron. Dans ce livre, dont chaque chapitre s'ouvre par une citation de Karl Marx tirée du 18 brumaire de Louis Bonaparte, il mobilise une grille de lecture qui révèle les grandes dynamiques à l'œuvre dans le moment politique clé que nous vivons. Cet entretien est aussi le moyen de revenir sur le conflit de classes particulièrement violent qu'a constitué le mouvement des gilets jaunes et d'examiner les scénarios politiques qui s'esquissent tandis que la société française continue de se polariser autour de deux blocs antagonistes.

Le Vent Se Lève – Vous déployez dans cet essai une grille de lecture résolument marxiste afin d'analyser les mutations récentes du champ politique, au point de construire votre analyse en référence au 18 brumaire de Louis Bonaparte et de filer la métaphore entre la période actuelle et les années 1848-1851. Pourquoi avoir fait le choix de ces catégories analytiques ? En quoi la lecture de classes vous semble-t-elle pertinente pour analyser le moment actuel ?

Jérôme Sainte-Marie – Toute personne qui fait de l'analyse politique utilise le tronc commun de ce qui existe en sociologie politique et essaie de développer une analyse originale en s'adossant sur un cadre de pensée déjà établi, c'est donc aussi mon cas. En ce qui me concerne, il s'agit du marxisme, que j'utilise depuis longtemps dans mon activité professionnelle. La différence avec ce livre, c'est que je l'expose ouvertement. Pour mieux me faire comprendre, j'essaie de présenter quelques concepts de l'analyse historique marxiste dont le sens ne va plus de soi. Je me sers donc de la comparaison entre la période 1848-1851 et la nôtre dans la mesure où Karl Marx, dans ses deux principaux essais d'analyse politique que sont Les Luttes de classes en France et Le 18 brumaire de Louis Bonaparte, utilise les événements qui se déroulent sous ses yeux pour confronter ses concepts théoriques à une réalité donnée.

Donc le recours à l'histoire de la Deuxième République est d'abord lié à l'interprétation qu'en a fait Karl Marx, dont je me sers à mon tour pour analyser notre période. Il m'a aussi paru intéressant de faire une comparaison entre ces deux moments, 1848-1851 d'une part, 2017-2019 de l'autre, pour mettre en lumière des analogies, mais également des contrastes, et ainsi mieux saisir les traits saillants de notre actualité. Si je pense que les catégories d'analyse forgées par Karl Marx demeurent pour l'essentiel encore pertinentes, je considère aussi que, malgré bien des différences notamment liées à l'existence d'un puissant État social, notre régime économique et social conserve assez de similitudes structurelles avec celui d'alors pour que des comparaisons historiques soient fécondes.

LVSL – Vous liez la simplification des clivages politiques à l'œuvre avec l'émergence de deux blocs sociaux antagonistes. Vous décrivez ainsi l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron comme consubstantielle à la réunification d'un bloc élitaire. L'analyse que vous faites tranche ainsi avec l'idée généralement admise d'une élection qui se caractériserait par le brouillage des identités sociales et politiques. Pouvez-vous revenir sur la définition que vous donnez de ce bloc élitaire et sur les raisons pour lesquelles vous considérez que le vote Macron est un vote de classe ?

Jérôme Sainte-Marie – La dernière grande élection marquée par le clivage gauche-droite, qui fut aussi son chant du cygne, fut celle de 2012. Pour voir ce qui est nouveau, il faut voir ce qui a existé auparavant. Il y avait à l'époque trois grands ensembles, la gauche, la droite et le Front National, donc une tripartition. La gauche et la droite avaient fini par regrouper des catégories assez diversifiées qui tenaient ensemble grâce à des références culturelles et des réflexes conditionnés par l'Histoire. Les clivages de différentes natures se croisaient donc davantage qu'aujourd'hui, tant et si bien que ce qui fut longtemps la summa divisio de la vie politique

Tous droits de reproduction réservés

française a été abandonnée par un électeur sur deux. On ne s'y retrouvait plus.

C'est bien plus clair aujourd'hui. Avec la crise du clivage gauche-droite dans le courant du quinquennat Hollande, chacun a été obligé de se repositionner et de reconsidérer ses attaches politiques. On revient alors aux fondamentaux du choix électoral. Ainsi, l'élection d'Emmanuel Macron a révélé avec beaucoup de force le lien qui existe entre le positionnement social et le vote, de manière inégalée depuis les référendums européens, notamment celui de 2005.

Avant d'aller plus loin sur la nature du bloc élitaire, décrivons sa composition. Son noyau dur, c'est l'élite réelle. C'est-à-dire ceux qui occupent des fonctions dirigeantes dans le privé, dans la finance et dans la haute administration. Cette élite existe, possède des lieux de rencontre et essaie de coordonner son action. Le symbole de cette élite, ce qui a été la couveuse politique d'Emmanuel Macron, c'est bien sûr la commission Attali. Il en a émergé une personnalité de confiance et de capacité. Ce n'était qu'une des solutions possibles, on aurait bien pu avoir un phénomène assez proche autour de la personnalité d'Alain Juppé ou de Manuel Valls, par exemple, si les primaires ne leur avaient pas été fatales. Les gens du bloc élitaire étaient confrontés à un problème sérieux : ils estimaient que les réformes n'allaient pas assez vite, que l'aggiornamento libéral de la société française prenait du retard. En effet la gauche et la droite devaient composer avec des catégories sociales plus populaires et étaient de ce fait contraintes de faire des compromis sociaux dans la perspective du second tour. Emmanuel Macron a proposé une solution beaucoup plus radicale visant à donner une base politique et sociale cohérente à l'accélération des réformes et à la transformation du modèle social français. Il l'exprime sans ambiguïté lors de son discours fondateur du 12 juillet 2016 à la Mutualité. La bourgeoisie de gauche et celle de droite, qui n'avaient plus vraiment de raisons de s'opposer, ont vu dans la qualification annoncée de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle la possibilité de l'emporter sans faire de concessions. Pour être plus précis, à ce moment-là, c'est plutôt la bourgeoisie de gauche alors au pouvoir qui pousse Emmanuel Macron, tandis que celle de droite a encore une solution plus classique avec François Fillon. On sait ce qu'il en est advenu.

Cette élite véritable s'est adossée à ce que j'appelle l'élite aspirationnelle. Un monde qui correspond globalement à la catégorie socio-professionnelle de l'INSEE des cadres supérieurs et professions intellectuelles. Les cadres des entreprises privées, par exemple, trouvent ainsi dans le discours d'Emmanuel Macron la justification de leur être social, mais on peut aussi mentionner les cadres supérieurs du public qui ont été largement séduits par la démarche macroniste. On avait déjà assisté à une répétition générale de tout cela lors du référendum de 2005 où avaient convergé des cadres du public et des cadres du privé s'identifiant d'une manière générale respectivement à la gauche et à la droite. Ce n'est pas un hasard si, dans les cadres de La République en Marche, on trouve nombre de personnes issues de la défunte deuxième gauche, vallsistes, strauss-kahniens, rocardiens, authentiquement de gauche par ailleurs selon moi, pour la raison suffisante qu'elles se définissent comme tel. Cet univers des cadres maintient un soutien beaucoup plus important que les autres catégories de la population à Emmanuel Macron. Ces gens ont par exemple été massivement hostiles au mouvement des gilets jaunes – qui constitue de ce point de vue aussi un formidable révélateur. Phénomène d'autant plus remarquable que la politique menée par le gouvernement ne leur est pas si favorable. C'est donc leur être social profond, la justification de leur rôle et de la source de leurs revenus, qui s'expriment.

Mais il y a une catégorie encore plus intéressante. Si seule la population active votait, le bloc élitaire aurait beaucoup de mal à se maintenir et Emmanuel Macron aurait certaines difficultés pour assurer sa réélection. Le problème du bloc élitaire, c'est que la population active s'organise selon une structure pyramidale et qu'il y a plus de monde à la base qu'au sommet. Mais il y a une catégorie quantitativement très importante, presque un inscrit sur trois, et qui présente des caractéristiques qui la rendent très utile pour consolider le bloc élitaire. Ce sont les retraités. Ce n'est pas seulement un exercice de style que d'établir dans ce livre un parallèle entre les retraités et les paysans parcellaires largement décrits par Karl Marx. Ces agriculteurs, de condition souvent modeste mais propriétaires, étaient en effet les plus nombreux dans la société française de son époque, de la même manière que les retraités forment la catégorie agrégée la plus importante dans la nomenclature de l'INSEE. Les retraités, comme les paysans parcellaires autrefois, ne se caractérisent pas tant par un revenu – finalement très inégal selon les situations – mais avant tout

Tous droits de reproduction réservés

par leur statut et la source de leurs revenus principaux. La « parcelle » des retraités, dans laquelle ils se meuvent, qu'ils ne peuvent pas agrandir mais à laquelle ils tiennent énormément, c'est leur pension. Ils ont un mode d'existence sociale très particulier puisqu'ils dépendent à la fois de leur travail passé, du travail « mort » d'une certaine manière, et du travail actuel, du travail « vivant » des actifs. Leur statut a de nombreuses conséquences, quelles que soient leurs origines sociales ou politiques, notamment de les rendre dépendants du travail d'autrui et de se comporter, en quelque sorte, comme les actionnaires de la société française. On sait que les réformes libérales sont toujours plus approuvées chez les retraités que chez les autres. Il y a une caractéristique qui les rapproche des paysans parcellaires, c'est que leur moyen d'existence sociale est placé sous la garantie du pouvoir exécutif : la sauvegarde de la propriété de leur parcelle dans un cas, la garantie du versement de leur pension dans l'autre. Avec l'introduction du système à points dans la réforme des retraites, cette dépendance à l'égard du pouvoir s'accroîtra, puisque sa fixation découlera chaque année d'une décision finalement politique. Donc ces retraités ont très peur et ils ont un réflexe défensif. Ils ne se constituent pas en classe sociale en tant que telle, mais ont tendance à déléguer leur pouvoir politique aux détenteurs de l'autorité qui seront les garants de la capacité française à les nourrir via un prélèvement sur la richesse produite par les actifs et via l'endettement. Emmanuel Macron incarne la crédibilité à faire tourner la machine économique aussi bien qu'à emprunter sur les marchés financiers, contrairement aujourd'hui à Marine Le Pen. Ça ne concerne pas tous les retraités et tous les cadres, naturellement, ce ne sont jamais en sociologie que des tendances et des régularités statistiques, mais on s'aperçoit qu'avant, pendant et après l'élection d'Emmanuel Macron, il existe un soutien très marqué pour sa personne, son gouvernement et sa politique chez les retraités et les cadres supérieurs.

Par sa nature, le bloc élitaire se rapproche de ce que j'ai compris de l'idée de bloc historique d'Antonio Gramsci, non pas simplement une coalition politique ou une alliance de classes, mais une construction sociale qui se dote d'une idéologie commune produite par ses intellectuels organiques, et à l'intérieur duquel l'une des composantes exerce le leadership, en l'occurrence l'élite réelle.

On assiste ainsi par le bloc élitaire à une triple réunification. Une réunification politique de la gauche et de la droite, une réunification idéologique du libéralisme culturel et du libéralisme économique et une réunification sociologique des différentes composantes de la bourgeoisie. Rien n'est plus faux, de ce point de vue-là, que de dire qu'Emmanuel Macron représente la droite, la réaction ou le conservatisme. Son projet est celui de la bourgeoisie, une transformation constante des modes de vie, des conditions statutaires et des valeurs morales au service de la maximisation du profit, en d'autres termes la « libération des énergies » revendiquée par les promoteurs du progressisme macronien. Le mot de « Révolution » choisi pour son livre programmatique n'est pas usurpé.

LVSL – Suivant votre analyse, la réunification du bloc élitaire est actée, tandis que l'existence d'un bloc populaire politiquement structuré est encore virtuelle. Le mouvement des gilets jaunes est-il, selon vous, l'annonce de la transformation d'un bloc populaire encore éclaté en acteur historique ?

Jérôme Sainte-Marie – Il faut bien distinguer les notions électorales de notions plus larges à la fois idéologiques, sociales et politiques qui renvoient au concept de bloc. Par facilité, on pourrait dire qu'il y avait un vote populiste avec des électorats qui avaient une composante populaire plus marquée – le vote Le Pen et le vote Mélenchon. Il y avait donc deux ensembles électoraux a priori incompatibles qui se partageaient inégalement le vote populaire. Mais une composition plus populaire du vote pour telle ou telle formation ne signifie pas qu'existe un bloc populaire. Il faut bien que celui-ci dégage sa propre idéologie et se construise de manière autonome sur une base sociologiquement claire. Il me semble qu'un tel processus est en cours, et donc que le bloc populaire est de moins en moins virtuel. Son noyau dur, sur le plan sociologique, est constitué des actifs modestes du privé, ceux qui ont formé les gros bataillons des gilets jaunes première manière. Son idéologie est le souverainisme intégral. Sa forme politique est à cette heure le vote pour Marine Le Pen et le Rassemblement national.

Tous droits de reproduction réservés

Challenges

URL :http://www.challenges.fr/
PAYS : France
TYPE : Web Grand Public

► **12 novembre 2019 - 07:10**

> Version en ligne

Marine Le Pen : la possibilité d'une victoire

Le socialiste Jean-Christophe Cambadélis, le sondeur Jérôme Sainte-Marie et l'éditorialiste Franz-Olivier Giesbert, aussi différents soient-ils, sont arrivés dans de récentes analyses aux mêmes conclusions sur les chances de Marine Le Pen au second tour d'une Présidentielle. Trois alertes à prendre très au sérieux. Voici pourquoi. "Il faut tenir la victoire de Marine Le Pen pour possible". On ne joue plus à se faire peur. L'angoisse est là que confient nombre d'élus, de tous bords, depuis que les sondages confirment la progression continue de la leader d'extrême droite jusqu'à être estimée à 45% des intentions de vote lors d'un second tour face à Emmanuel Macron, selon l'IFOP : 11 points de plus qu'en 2017. Autrement dit à un souffle, à quelques points d'un succès, exclu il y a un an encore. Aujourd'hui, cette " catastrophe " prend consistance et crédit, selon trois experts et acteurs aussi différents que Jean-Christophe Cambadélis, ex-patron du PS et autrefois architecte visionnaire de la gauche plurielle, Franz-Olivier Giesbert, l'éditorialiste affuté du Point, et Jérôme Sainte Marie, spécialiste madré de l'opinion publique dans un ouvrage très argumenté, " Bloc contre Bloc " **(Editions du Cerf),** qui conclue justement à une logique possiblement victorieuse du " bloc populaire " face au " bloc élitiste macroniste minoritaire ".

Commençons par ce "samizdat" de Cambadélis qui circule depuis plusieurs semaines sur le net sous le titre net et clair "pourquoi Marine Le Pen va gagner la prochaine présidentielle". Pas de point d'interrogation. Une affirmation. Une démonstration. " La catastrophe est imminente, relève-t-il, il faut s'en persuader pour mieux la conjurer". Il ne s'agit pas de crier au loup pour faire son malin, mais d'alerter et de mobiliser afin d'empêcher ce qui dessine selon lui mécaniquement pour 2022. Son argumentaire est simple, sans bavures.

Bloc élitaire contre bloc populaire

Point de départ: la dernière élection présidentielle. En dépit d'un débat d'entre deux tours « calamiteux démontrant ses limites personnelles», Marine Le Pen avait totalisé 11 millions de voix; aux récentes élections européennes, elle en a gagné un million supplémentaire. Le plafond de verre est menacé de voler en éclats si l'on prend en compte plusieurs réalités. D'abord Emmanuel Macron sera le sortant en 2022 et subira cette fois le rejet alors qu'il avait bénéficié de l'usure de François Hollande lors du précédent scrutin. Le dégagisme se fera donc au bénéfice du RN, force encore vierge de tout pouvoir national et qui aura été légitimée par les succès des forces nationalistes à l'étranger. Une force soigneusement débarrassée de nombre de ses aspérités extrémistes, ripolinée de respectabilité apparente, verdie même d'écologie localiste et « jaunie » du vote de catégories sociales populaires, les travailleurs pauvres, abandonnés tant par la gauche que par la droite. Seule cette extrême droite a su tirer profit du mouvement des Gilets jaunes qui n'a pas trouvé d'autre expression politique. Enfin, toute « l'hystérie identitaire anti-immigrés » ne cesse de lui profiter d'autant plus qu'aucune amélioration de la situation n'est apportée en dépit des rodomontades du pouvoir d'aujourd'hui comme d'hier.

Ainsi y-a-t-il « un bloc sociologique, idéologique et mondial » dont la cohérence et la puissance ne cessent de se renforcer. Constat partagé par l'analyste-sondeur Jérôme Sainte Marie sans doute le dernier (ou le premier) marxiste revendiqué en nos jours troublés et qui, appliquant une grille de lecture classiste, relève que le clivage politique gauche-droite a été remplacé par un autre affrontement, classe contre classe : « le bloc élitaire contre le bloc populaire ». Ceux «d'en haut » contre ceux « d'en bas » qui se sont révoltés, ont obtenu des gains, prouvant ainsi que la lutte, y compris violente, paie. Mais ceux là ne sont toujours ni considérés ni inclus...

La myopie des élites

Le pouvoir en effet ne trouve ni les mots ni les gestes envers eux. Maladresses ? Ou ce que sont pour de vrai les « hommes en gris » parle-t-il plus fort que ce qu'ils disent? L'égoïsme de classe transpire du sommet et « ruisselle », ça oui. Il marque ces « mondialisés bourgeois » qui défendent leurs intérêts de privilégiés et ceux de leurs descendants. Car ils se reproduisent entre eux. La promesse républicaine de l'ascenseur social n'est toujours pas tenue. L'élite est myope qui continue de tenir à l'écart les exclus du mouvement comme de l'avenir. Mais ces derniers ont

Tous droits de reproduction réservés

pris conscience de leur nombre et donc de leur impact possible. Certes il faudrait pour que ce nombre devienne majorité écrasante que les retraités abandonnent le camp du pouvoir qui garantit l'Euro et la pérennité de leurs économies. Mais le glissement est en cours, au moment même où l'électorat populaire abandonne toujours plus Jean-Luc Mélenchon, qui radicalise son inclination « pro-immigrants », pour se tourner vers Marine Le Pen, sans même qu'elle ait besoin d'en rajouter. Ainsi l'histoire serait-elle déjà quasiment écrite si l'on suit Jérôme Sainte Marie trop pressé peut-être d'enterrer vite gauche et droite qui ont pourtant structuré pendant tant d'années la vie politique française et qu'on peut difficilement tenir pour aussi négligeables.

Il est vrai que leur incapacité à se repenser et à renaitre peut faire croire à une disparition au moins momentanée. Surtout que la droite et la gauche négligent toujours le social et la Nation, abandonnant le drapeau tricolore à une extrême droite qui prétend abusivement au monopole du patriotisme. Les gaullistes, même après la disparition du Général, avaient su faire vivre quelques temps une ambition nationale et généreusement populaire. Le mythe, lui, n'est pas mort… Enfin de tels « détails » ne peuvent embarrasser un marxiste – on notera que Cambadélis en fut un autre et trotskyste aussi à l'instar de Sainte Marie. On relèvera toutefois que Franz Olivier Giesbert, qui lui n'a jamais adoré Saint Marx, en vient à la même conclusion que ces lointains descendants du marxisme léninisme. « Marine Le Pen est en train de faire exploser le prétendu plafond de verre », écrit F.O.G. dans son dernier éditorial. Et d'interroger: « la faute à qui ? »

Les fragilités de Marine Le Pen

L'éditorialiste du Point ne s'en prend pas, lui, aux infrastructures, mais aux superstructures, à « la perte générale des repères dans une France où des piliers de la république comme l'instituteur, le curé, le médecin généraliste se sont effondrés les uns après les autres (…) sur fond d'urbanisation, de révolution numérique et de haine de la ruralité ». Les élites, le sommet de l'état, « hormis Jean Michel Blanquer » n'ont « pas vraiment pris la mesure du nihilisme et de l'épuisement des valeurs », précise-t-il. Et de s'en prendre tout particulièrement à « cette gauche bigote, aveugle au monde, enfermée dans ses préjugés, fascinée par le totalitarisme islamique comme elle le fut hier par le totalitarisme communiste rappelle l'historien Jacques Julliard ». Et Giesbert de conclure: « elle n'est plus seulement le marchepied de l'islamisme, mais aussi du lepénisme ». C'est renvoyer aux adversaires socialo-poussifs de Macron une responsabilité bien grande pour eux.

Si la gauche pouvait encore être le marchepied de quoi que ce soit, ça voudrait dire qu'elle existe encore, qu'elle porte une cohérence, une référence. Ce qui reste à démontrer… Le lepénisme en croissance est porté par d'autres forces que par ces démissions piteuses, ces accommodements dérisoires de gauchos-islamistes en perdition. Sa progression vient d'abord de l'échec des pouvoirs successifs. Leurs incapacités chroniques à réduire les fractures sociologiques, géographiques, culturelles, et même imaginaires, toujours plus béantes, toujours plus insuportables face aux rodomontades et prétentions farcesques de tous les puissants. Ce contraste glaçant entre les engagements hyperboliques qui ne valent que pour ceux d'en haut et ulcèrent encore davantage ceux d'en bas, voilà qui peut faire croire en effet à une révolte croissante des forces protestataires dans les rues ou dans les urnes.

Pour autant le pire est-il sûr? Les fragilités de Marine Le Pen, personnelles et organisationnelles, persistent. Les oppositions républicaines ne sont pas condamnées ad vitam aeternam à la médiocrité et le pouvoir à légitimer un face à face avec le lepénisme dont il n'est pas sûr de sortir gagnant. Enfin et surtout, « Lazare-Macron », avec le Grand Débat, nous a déjà fait le coup de la résurrection. Le gaillard a des ressources, même s'il se montre capable de les gâcher. Ce qui est sûr, ainsi que l'écrit Jean-Christophe Cambadélis, « c'est que la victoire de Marine Le Pen n'est possible que si on la croit impossible et qu'on la regarde faire ».

Tous droits de reproduction réservés

Bloc contre Bloc / revue de presse

Dans la revue **Esprit**

https://esprit.presse.fr/actualite-des-livres/jean-louis-schlegel/bloc-contre-bloc-de-jerome-sainte-marie-42539?fbclid=IwAR2SlS8e-nGvrPVJlvqfg8vIkULzDYQ7t2CKzaZlSYwCEWqMRvHKCsb_4Q4

Sur Europe 1 avec Catherine Nay et Olivier Duhamel

https://www.europe1.fr/emissions/Mediapolis/olivier-duhamel-250120-3945448?fbclid=IwAR1FsjvdPaBhoUg3ATBmJnY_d8ZGt28RwJXhOkgL6WzMySh5X1L2b8rN7Mg

Dans **La Vie**

http://www.lavie.fr/actualite/politique/le-macronisme-est-un-projet-revolutionnaire-par-le-haut-et-pour-le-haut-19-12-2019-102759_813.php?fbclid=IwAR0iULchty35-mMeKkGRJYdfkXKG4gd4OpQkAyNGZj3qWcLxCkBbck3-VH0

Dans **Politique Magazine**

https://www.politiquemagazine.fr/politique/le-retour-des-classes-sociales/?fbclid=IwAR2Ja6U2WGkeSuLeZMf8H2B3dpvme-yvB7olkKXbE_bZt6RxIIH3TEOhUaQ

Sur **RT France**

https://www.youtube.com/watch?v=bj3FKE47IT8&feature=share&fbclid=IwAR23Pco7Cu1ztiiPj5DgL7pvBPFLoZ7nkT_wHiuIDnBFEYT40MMtaHI7uDg

Dans **Adoxa Info**

http://www.adoxa.info/bloc-contre-bloc-la-dynamique-du-macronisme/amp?fbclid=IwAR1kl0MJmqip65pltncLMkQ27e2QnjP-7GdOVRWG-t2GKbyfrDtofua9mjQ

Sur **France Culture**

https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins/mouvement-social-comment-se-fabrique-lopinion?fbclid=IwAR1C5byGPMnraYMI0S3I6TwnDscwhzW1TjCb7DTUbcf-vj-FegwUoa7SgOw

Dans **La Montagne**

https://www.lamontagne.fr/paris-75000/actualites/jerome-sainte-marie-politologue-marine-le-pen-en-2022-cest-possible_13700697/?fbclid=IwAR0ouk-m74hWliZhROhJTrvCCE40s1KnWDEKiprEMCvEqG9WTBKJxz5qhvc

Dans **Le Point**

https://www.lepoint.fr/video/jerome-sainte-marie-le-projet-d-emmanuel-macron-est-revolutionnaire-10-11-2019-2346318_738.php#xtor=CS2-259

Dans **Paris Match**

mazonie ci-dessus, pourrait être passible
et de 10 millions d'euros d'amende.

ent les Etats devant
illet dernier, le pré-
que avait lui-même
les feux qui rava-
Pourtant, en com-
lon a essuyé un tir
és de la majorité.
ne visaient pas à
nais à l'enterrer.
président peut-
n virage écolo-
é de faire de la
la lutte contre
que ? » Verdict

JÉRÔME SAINTE-MARIE
BLOC CONTRE BLOC
La dynamique du Macronisme
SAINTE-MARIE

« BLOC CONTRE BLOC », DE JÉRÔME SAINTE-MARIE, ÉD. DU CERF

MACRONISME CONTRE LEPÉNISME

LE LIVRE

Par **Bruno Jeudy**
@JeudyBruno

Politologue et sondeur reconnu, Jérôme Sainte-Marie nous ressert la thèse revisitée des élites contre le peuple. Une opposition séculaire que l'auteur reformule en « bloc élitaire » vs « bloc populiste ». Exit donc le clivage droite-gauche. Dans son essai truffé de références historiques, ce spécialiste de l'opinion dessine les contours d'une nouvelle géographie politique et sociale. Il détaille le fameux « bloc élitaire » constitué autour du vote macroniste, loin d'être homogène puisque formé de trois cercles : le 1 % des contribuables les plus fortunés, le monde des cadres et les retraités, devenus macronistes « par précaution ». « Macron a réalisé la convergence entre libéralisme culturel et libéralisme économique », écrit-il. Selon lui, la dernière présidentielle s'est soldée par le « triomphe du libéralisme unifié sur le populisme divisé, c'est-à-dire d'Emmanuel Macron sur Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon », analyse-t-il. Sainte-Marie n'exclut pas une victoire en 2022 de la patronne du RN à cause de cette même dynamique des blocs alimentée par des conflits sociaux toujours plus radicaux. ■

Dans **Le Point**

LE POSTILLON
ÉCONOMIE

Gramsci, Macron et les gilets jaunes

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE*

Dans « Bloc contre bloc », Jérôme Sainte-Marie ressuscite Antonio Gramsci et évoque une reconfiguration politique, sous la forme d'un bloc élitaire contre un bloc populiste.

Dans l'édition française des « Cahiers de prison » d'Antonio Gramsci (1891-1937), publiés en cinq volumes entre 1978 et 1996, les éditions Gallimard ont terminé par le début. C'est dans le dernier tome paru que se trouvent les premiers cahiers rédigés par l'écrivain, philosophe et théoricien marxiste italien enfermé à Turi, dans les Pouilles, après sa condamnation par un tribunal fasciste à vingt ans de prison pour conspiration, instigation à la guerre civile et incitation à la haine de classe.

Ainsi le cahier III, composé au cours de l'année 1930, qui contient des considérations sur les intellectuels, notamment français, et dans lequel on peut lire ce passage fameux : « *L'aspect de la crise moderne que l'on déplore comme une "vague de matérialisme" est lié à ce que l'on appelle "crise d'autorité". Si la classe dominante a perdu le consentement, c'est-à-dire si elle n'est plus "dirigeante", mais uniquement "dominante", et seulement détentrice d'une pure forme de coercition, cela signifie précisément que les grandes masses se sont détachées des idéologies traditionnelles, qu'elles ne croient plus à ce en quoi elles croyaient auparavant, etc. La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés.* »

Il est tentant d'appliquer cette analyse à la crise déclenchée en France par l'installation de manifestants vêtus de gilets jaunes sur des ronds-points, à travers tout le pays, à partir du mois d'octobre 2018. Le sondeur et politologue Jérôme Sainte-Marie, fondateur de la société d'études PollingVox, le concède en intitulant « Bloc contre bloc » son essai consacré à la « dynamique du macronisme » (1). La notion de bloc n'évoque pas chez lui une alliance ou un compromis. Elle renvoie à celle de « *bloc historique* », développée par Gramsci dans son cahier X. Le philosophe italien en avait trouvé l'esquisse dans les livres du philosophe français Georges Sorel, qui avait observé au cours de l'affaire Dreyfus de quelle manière pouvait se former une conscience morale et politique nouvelle unissant des forces sociales opposées. En France, c'est en effet à ce moment-là, et pas avant, qu'est né le « *bloc historique de gauche* », qui s'est fissuré depuis le milieu des années 1980 avant d'exploser

LE POSTILLON
PHILOSOPHIE POLITIQUE

Lecteur inspiré des « Cahiers de prison », Jérôme Sainte-Marie analyse la victoire d'Emmanuel Macron, « *héros gramscien* », comme la conséquence de la rupture des blocs sociaux traditionnels de droite et de gauche et l'organisation autour du président de la République d'un bloc central qu'il nomme « *élitaire* », quand l'économiste Bruno Amable, dans un livre paru en 2017, évoquait un « *bloc bourgeois* » (2). Il y a eu plusieurs prophètes de cet éclatement des anciens blocs. Ainsi, Alain Juppé, déclarant en janvier 2015 : « *Il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes* » ; ou Manuel Valls jurant en février 2016 : « *Il y a des positions irréconciliables à gauche et il faut l'assumer.* »

A la lumière de Karl Marx, qu'il lit comme le lisait Raymond Aron, en analyste extralucide des métamorphoses du capitalisme, Jérôme Sainte-Marie s'attache à établir une correspondance entre la victoire politique d'Emmanuel Macron et les alliances sociales qu'il a agrégées – lors de la présidentielle de mai 2017, des législatives de juin 2017 et surtout des européennes de mai dernier, où le bloc historique de droite a volé en éclats.

Domination sans hégémonie. Les heureux et les vaincus se sont organisés en France en deux blocs en désaccord sur tout : la défense du modèle social français, la construction européenne, l'immigration. Classes moyennes âgées d'un côté contre jeunes soumis aux emplois précaires de l'autre. A ce niveau d'antagonisme, il ne paraît pas exagéré à Jérôme Sainte-Marie d'employer l'expression « *lutte des classes* », empruntée par Karl Marx à l'historien libéral François Guizot. Au sein de leurs blocs respectifs, les bourgeois de droite et les bourgeois de gauche avaient chacun leurs jeunes, leurs déshérités, leur classes moyennes et populaires. La victoire électorale d'un candidat de droite ou de gauche ne pouvait se faire que sur une proposition de convergence des classes et des générations : souvenons-nous des discours de campagne de Jacques Chirac en 1995, de Nicolas Sarkozy en 2007 ou de François Hollande en 2012.

Mais, sous cette organisation idéologique et culturelle de plus en plus trompeuse – ce que Gramsci nomme la « *superstructure* » –, des rapports sociaux nouveaux étaient en train de s'instaurer dans le pays – la « *structure* ». Selon Jérôme Sainte-Marie, la révolution sociale qui a entraîné le bouleversement du champ politique et culturel s'est manifestée par la « *réunification de la bourgeoisie* ». Un nouveau bloc historique s'est structuré en France autour d'un accord économique sur la modernisation nécessaire du capitalisme français et d'une entente « *éthico-politique* » sur une nouvelle forme de consentement au pouvoir, le fameux « *en même temps* ». De manière presque mécanique, les couches petites et moyennes des anciennes alliances sociales qui composaient ce que l'on nommait naguère la gauche et la droite se sont retrouvées dans un agrégat aux frontières un peu floues que Jérôme Sainte-Marie qualifie de « *bloc populaire* » et auquel il ne s'interdit pas de prédire un avenir.

S'appuyant sur les concepts gramsciens, sa démonstration est implacable et laisse peu d'espoir à ceux qui rêvent d'une réorganisation des anciens blocs à l'approche de 2020. Tous les indicateurs semblent établir qu'il n'y aura pas de *statu quo ante*. Une contradiction mine cependant le bloc élitaire, qui pourrait entrer dans une zone de turbulences : celui d'une « *adhésion minoritaire dans l'opinion* » et d'un « *vote largement par défaut dans les urnes* ». Pour en revenir à Antonio Gramsci, les bourgeoisies réunifiées ne semblent pas tant exercer une hégémonie, c'est-à-dire une domination assortie d'un consensus, qu'une domination sans hégémonie. Ce qui pourrait se révéler fatal.

Et, pour finir avec Georges Sorel, il semble qu'il manque au macronisme un mythe unificateur capable d'accorder une large base sociale à son projet de révolution progressiste et moderniste. Les apôtres du néolibéralisme ont évoqué le capitalisme sans usines, l'économie tertiaire de services, les auto-entrepreneurs et, récemment, l'actionnariat populaire avec la privatisation de La Française des jeux. Car la politique est aussi une guerre de mythes. Mais, bloc contre bloc, quel est le mythe social qui s'est le mieux sédimenté dans la société française contemporaine ? La « *start-up nation* » ou les gilets jaunes ? ■

1. « Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme », de Jérôme Sainte-Marie (Editions du Cerf, 288 p., 18 €).
2. « L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français », de Bruno Amable et Stefano Palombarini (Raison d'agir, 256 p., 10 €).
* Ecrivain. Dernier livre paru : « Théorie de la bulle carrée » (Actes Sud).

ILLUSTRATION : DUSAULT POUR « LE POINT »

Il manque au macronisme un mythe unificateur capable d'accor- révolution progressiste.

Dans **Le Figaro Vox**

https://www.lefigaro.fr/vox/politique/jerome-sainte-marie-le-5-decembre-sera-t-il-un-affrontement-bloc-contre-bloc-20191203?utm_source=app&utm_medium=sms&utm_campaign=fr.playsoft.lefigarov3&fbclid=IwAR1crP-3sKsM9MgmrRqHGn40EfGAjTfR1quKVxcAcXw635sq_Z1vyF5vUiQ

Dans **Marianne**

https://www.marianne.net/debattons/entretiens/jerome-sainte-marie-la-dynamique-elitaire-du-macronisme-prepare-l-ascension-du?fbclid=IwAR0Xvs4OgnQ_kiV74rAgw2Cqtmx2W0AgTd-DuosUMeoyegMc-53GHVVoyl0

Sur **Le Figaro Live**

http://video.lefigaro.fr/figaro/video/jerome-sainte-marie-le-bloc-elitaire-soutien-d-emmanuel-macron-resiste/6106571218001/?fbclid=IwAR23rr5io3d6IFWu8qg2Rc5zEAfqB6_Ze4lUAjoAvEHurqci6ZWDWcsBQAs

Dans **Marianne**

https://www.marianne.net/debattons/entretiens/jerome-sainte-marie-la-dynamique-elitaire-du-macronisme-prepare-l-ascension-du?fbclid=IwAR2veOsVxQ-svGIX0qpywOwOZ-768xbOC5kpwfaFSzOT6HsbqszZjhDwHzg

Dans **Marianne**

L'éditorial de Jacques Julliard

BIPOLARISATION OU ÉPARPILLEMENT ?

Les « gilets jaunes » ont raté la célébration du premier anniversaire de leur apparition. Vingt-huit mille personnes dans toute la France, pour un mouvement qui n'a pas d'existence réelle en dehors de ses manifestations de masse, c'est peu. Très peu, même. Que le *Monde*, qui publie cette information, l'ait reléguée dans deux maigres colonnes en page 14, en dit long sur cet échec. Sans les black blocs et apparentés qui, en brisant le socle de la statue du maréchal Juin place d'Italie, sont même parvenus à lui ôter la dimension patriotique qu'il affectionne, la tentative de résurrection des « gilets jaunes » serait passée inaperçue.

Il est vrai que, à tout prendre, à l'échelle de toute l'année écoulée, ce mouvement a été une réussite. Les taxes sur le carburant, qui l'avaient déclenché, ont été retirées ; 17 milliards ont été consacrés, hors programmation budgétaire, à la revalorisation du pouvoir d'achat des intéressés. Les syndicats ouvriers, qui, depuis des années, accumulent les échecs, s'en seraient contentés. Et, surtout, des catégories qui d'ordinaire étaient les grandes muettes dans le concert social ont manifesté leur existence, exprimé leur souffrance, et surtout leurs inquiétudes quant à l'avenir.

Oui, mais leurs symboles vestimentaires repliés et les ronds-points évacués, qu'est-ce donc que les « gilets jaunes », et quel rôle peuvent-ils jouer à moyen terme dans le mouvement social et politique ? L'expression de *« classes moyennes »* taille trop large, car elle pourrait aujourd'hui s'appliquer à près des deux tiers de la population française, aux *« deux Français sur trois »* de Giscard. En réalité, il s'agit de travailleurs pour les uns indépendants, pour les autres salariés, parfois retraités, parfois au chômage. est plus facile de les décrire par soustraction que positivement. s n'appartiennent pas aux couches privilégiées, cadres d'entrerise, dirigeants ou, comme on dit maintenant, CSP +. Ce ne sont s non plus des ouvriers ou des employés de la grande industrie, des fonctionnaires, rarement des agriculteurs. Dans la sociologie arxiste, ils forment ces couches intermédiaires, tiraillées entre deux pôles fonctionnels que sont les classes dirigeantes, d'une t, le prolétariat, de l'autre. Ils n'ont pas d'idéologie propre, ni rganisation spécifique, ni de porte-parole attitrés. Ils sont inctivement rebelles à toute forme d'embrigadement, voire de ipline. Ils sont naturellement hostiles à la politique. Beaucoup en somme des anarchistes petits-bourgeois. Proudhon aurait certainement été « gilet jaune » dans son Besançon natal. ourraient-ils constituer, comme le suggère Jérôme Sainte-e, dans *Bloc contre bloc*, un livre stimulant dont Kévin aud-Victoire a rendu compte ici la semaine dernière, le u d'un bloc populaire s'opposant au « bloc élitaire » qui s'est

CE QUI MENACE L'UNITÉ FRANÇAISE, C'EST MOINS LA PERSPECTIVE D'UN CHOC FRONTAL CLASSE CONTRE CLASSE QUE L'ÉPARPILLEMENT COMMUNAUTARISTE.

constitué autour d'Emmanuel Macron ? Allons plus loin : ces couches sociales intermédiaires ne seraient-elles pas en train de ravir à la classe ouvrière classique le rôle dirigeant dans les conflits sociaux que Marx et l'Histoire ont attribué à cette dernière ? Je serais pour ma part beaucoup plus prudent, car il s'agit le plus souvent de représentants de couches sociales en perte de vitesse, que l'on voit mal défricher les voies de l'avenir. En outre, sauf à attribuer au Rassemblement national de Marine Le Pen le rôle dirigeant que le *Manifeste* de Marx attribuait au Parti communiste, la question de la traduction politique de cette *« émotion populaire »* n'est pas résolue.

Certes, tout indique que l'extrême droite a durablement pris le pas sur l'extrême gauche comme expression politique du populisme à la française, mais les différences culturelles demeurent, et résistent au nouveau parallélisme entre classes sociales et partis politiques que Jérôme Sainte-Marie, à l'instar du Marx du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, pense pouvoir déceler dans les mouvements sociaux actuels. Certes, l'auteur a raison de juger avec sévérité la politique brouillonne, et à la vérité incompréhensible, de Jean-Luc Mélenchon, oscillant entre le rassemblement populiste et l'union de la gauche, pour finalement perdre sur les deux tableaux. Mais de là à imaginer Marine Le Pen capable de cimenter un nouveau *« bloc du pouvoir »*, à la Gramsci, entre classe ouvrière et couches intermédiaires, il y a un pas difficile à franchir.

Il en va d'ailleurs de même en ce qui concerne le rival, ce *« bloc élitaire »* qui, sous la houlette de Macron, réunirait l'ensemble des milieux dirigeants, avec l'appui un peu aveugle de la masse des retraités. Si sa politique sociale peut recueillir l'assentiment des uns et des autres, il subsiste néanmoins un fossé entre le conservatisme de droite et le progressisme moral de Macron.

Car dans les démocraties modernes, si le social parvient à réunir les classes, le culturel le plus souvent les divise. Et, mieux, affronté à la diversité culturelle de la IIIe République, avec ses enjeux éducatifs et religieux, Karl Marx n'aurait pas pu reproduire l'élégante épure du *18 Brumaire*. C'est pourquoi il faut sérieusement infléchir la perspective bipolaire de Jérôme Sainte-Marie, grâce aux acquis de *l'Archipel français*, de Jérôme Fourquet, qui dessine une France éclatée en groupes quasi autonomes, selon les cultures, les religions, les genres de vie, etc. Ce qui menace l'unité française, c'est moins la perspective d'un choc frontal classe contre classe que l'éparpillement communautariste. De peur du « grand soir », les sociétés démocratiques modernes ont su apprivoiser la lutte des classes ; mais elles demeurent étrangement désarmées face à l'individualisme qui leur a donné naissance. ■

nne / 22 au 28 novembre 2019

Dans **Le Figaro Magazine**

ESPRITS LIBRES

ÉRIC ZEMMOUR

LA FRANCE, PLUS QUE JAMAIS DÉCHIRÉE DANS SON IDENTITÉ ET SA GÉOGRAPHIE

L'anniversaire fut malheureusement à la hauteur de ce qu'on craignait. Destructions, saccages, affrontements avec la police. Un an après, le mouvement des « gilets jaunes », même ramené à de modestes effectifs, ne parvient plus à s'arracher à la gangue de violence qui l'entoure depuis le début. Il n'empêche. Ce mouvement a coupé le mandat de Macron en deux, ainsi que ses ambitions réformatrices ; il a révélé la fureur d'une France périphérique, jusque-là laissée à l'écart des grands circuits de richesse, et méprisée par le monde médiatique et intellectuel du pays.

Dans la lignée des travaux du géographe Christophe Guilluy, le sondeur Jérôme Sainte-Marie analyse ce retour de la lutte des classes qu'on voulait croire disparue. Il décrit la coagulation des petits indépendants et des salariés, qui étaient jadis séparés par le marxisme, et se retrouvent ensemble dans le même camp des vaincus de la mondialisation ; et de l'autre côté des cadres, des habitants de métropoles, des retraités, de condition modeste, ayant vu dans la violence des « gilets jaunes » le retour d'une terreur révolutionnaire qui s'étés dans les bras d'un parti de l'ordre incarné par Macron. Sainte-Marie se projette avec raison en 1848 lorsque les troupes de la République tirèrent sur les ouvriers insurgés. Il pense que ces deux camps sociologiques s'affronteront politiquement dans les candidatures d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen.

Cette analyse, il répond aussi à celle de son collègue, Jérôme Fourquet qui, quelques mois plus tôt, avait développé des thèmes autour de *« l'archipel français »*. Aux forces centrifuges de Sainte-Marie, Fourquet préfère les forces centripètes, celles d'un éclatement français vidé de sa matrice catholique unitaire, et qui s'éparpille au gré des volontés, des individus, et surtout des communautés. L'identité est le fil conducteur du travail de Fourquet ; le social, celui de Sainte-Marie. Fourquet montre l'importance de ces enclaves banlieusardes en voie de réislamisation massive ; Sainte-Marie ne le nie pas, mais rappelle que ces Français de fraîche date votent peu. Ce qui est vrai pour les élections intermédiaires, mais faux pour la présidentielle.

Jérôme Fourquet

Jérôme Sainte-Marie

En fait, au-delà des nécessités dialectiques entre nos deux brillants sondeurs, leurs analyses sont complémentaires. La France n'est pas coupée en deux, mais en trois. Un bloc des métropoles, scindé entre une mondialisation par le haut, des centres-villes, et une mondialisation par le bas, des banlieues. En dépit des efforts de l'extrême gauche et des comités Adama et autres, et de la discrétion, voire la pusillanimité, des « gilets jaunes » sur l'immigration et l'islam, il n'y a pas eu de jonction avec les « jeunes » des banlieues. Ceux-ci ne voteront pas pour Marine Le Pen en dépit de son discours social ; et les électeurs de Mélenchon, en dépit des prédictions de Sainte-Marie, n'ont quasiment pas voté au second tour de 2017 pour une candidate qu'on leur a présentée comme fasciste depuis des décennies. *« L'archipel »* cher à Fourquet continuera à disloquer *« le cher et vieux pays »* et l'électorat des métropoles reconstituera son unité lors des seconds tours de la présidentielle.

La guerre des deux Jérôme n'aura pas lieu.

LA MINUTE PHILO

MORT DE VENISE, MORT À VENISE

nous dit que Venise
ourrait disparaître.
ngloutie sous les eaux.
n émouvoir ?
ment ! À condition que
ait un sens. Or, ce que
ce montre, c'est que
plus dangereuse pour

horizons. Sous les clichés et les chromos digitalisés exhibant les charmes trompeurs d'un fossile embaumé. Sous les offres d'Airbnb accentuant l'exode des derniers autochtones. Qu'est Venise aujourd'hui, sinon un décor désubstantifié ?

S'il faut donc poser la question de sa disparition, posons-la carrément : ce qui a disparu peut-il encore disparaître ? Ce qui est mort peut-il encore mourir ? Logiquement, non.

Dans **Eléments**

Dans **Marianne**

Manuel Braun / Editions du Cerf

MACRON ET LE NOUVEAU CONFLIT DE CLASSES

Dans son dernier ouvrage, "Bloc contre bloc", Jérôme Sainte-Marie analyse la constitution du macronisme à travers les classes sociales qui le soutiennent.

PAR KÉVIN BOUCAUD-VICTOIRE

Les classes sociales ont rarement eu aussi mauvaise presse. *« Le comportement électoral n'a jamais aussi peu dépendu de la position sociale, et jamais autant de la manière dont chaque individu considère sa propre vie et son propre avenir »*, écrivent les anciens conseillers d'Emmanuel Macron, David Amiel et Ismaël Emelien, dans *Le progrès ne tombe pas du ciel*. Dans son dernier ouvrage, *Bloc contre bloc*, le sondeur et politologue Jérôme Sainte-Marie affirme le contraire.

La révolution version camp élitaire

« La cohérence entre le vote de classe aux élections et la condition sociale des électeurs aura rarement été aussi évidente », note-t-il. Ainsi, la probabilité de voter Macron progresse fortement avec le niveau de revenu – même si les classes sociales ne se résument pas à cet indicateur. Jérôme Sainte-Marie estime même que, comme en 1848, année qui voit naître la IIe République et le triomphe électoral de Louis-Napoléon Bonaparte à l'élection présidentielle, en 2017, *« une série d'événements politiques extraordinaires oblige la société à réfléchir sur elle-même »*.

Le politologue estime que la notion de classe sociale est redevenue plus importante que le clivage entre la gauche et la droite. *« Comme en 1848, une brèche s'est aujourd'hui ouverte dans les représentations collectives, une clarification s'est opérée aux dépens d'un ordre symbolique obsolète, et la société s'est montrée à elle-même sans le fard idéologique dont elle s'ornait »*, écrit Sainte-Marie. C'est pour cette raison qu'il estime que la lecture de Karl Marx, notamment *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et *les Luttes de classes en France*, est indispensable pour tout saisir de la situation actuelle, à commencer par l'élection de Macron.

Cette dernière a été rendue possible par l'union du *« bloc élitaire »*, composé par l'*« élite réelle »* (les 1 % les plus riches), l'*« élite aspirationnelle »* (le monde des cadres) et, enfin, l'*« élite par procuration »*, *« c'est-à-dire tous ceux, notamment parmi les retraités, qui s'abritent derrière le pouvoir en place pour défendre leur situation »*. *« Avant-garde radicale »*, elle se distingue par son adhésion au libéralisme économique et à son pendant culturel, son enthousiasme vis-à-vis de la mondialisation et de la construction européenne, ainsi que sa détestation du « national ». Comme la bourgeoisie du XIXe siècle, ce bloc est révolutionnaire, dans le sens où il *« ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux »* (Marx). Un programme qui a déclenché un conflit de classes face à un bloc populaire majoritaire.

Les "gilets jaunes" sans traduction politique

Si celui-ci ne s'est pas constitué dans les urnes, il a pris forme dans la rue à partir du 17 novembre 2018. En effet, en décembre 2018, si seulement 52 % des classes aisées et 54 % des classes moyennes supérieures soutiennent les « gilets jaunes », ce taux monte à 75 % pour les classes moyennes non supérieures et 87 % pour les classes populaires.

Néanmoins, contrairement au macronisme, ce mouvement populaire, sans précédent depuis Mai 68, ne trouve pas de vrai débouché politique, même si le Rassemblement national et La France insoumise aimeraient incarner le bloc populaire. A ce jeu-là, le premier a néanmoins pris l'avantage sur le second : aux dernières européennes, 43 % des gens se sentant proches des « gilets jaunes » ont voté pour la liste conduite par Jordan Bardella, contre 12 % pour celle de Manon Aubry. L'avenir ne s'annonce pas radieux pour ce bloc populaire, à en croire Jérôme Sainte-Marie. Pour lui, ni l'union des gauches, ni l'union de la droite, ni l'union des droites – qui comprend l'extrême droite – n'ont de chance de rivaliser avec Macron. ■

Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme, de Jérôme Sainte-Marie, éd. du Cerf, 288 p., 18 €.

Dans **Valeurs Actuelles**

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

Emmanuel Macron au contact de chefs d'entreprise, dans l'Indre, le 14 février 2019. Les cadres et dirigeants forment le gros de son électorat.

Macronisme, "gilets jaunes" : le nouveau clivage

Depuis 2017, de nouvelles forces politiques émergent et forment deux blocs qui s'affrontent, analyse Jérôme Sainte-Marie.

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker

***Après avoir dispersé les forces du "vieux monde", la démarche unificatrice et radicale du macronisme ne risque-t-elle pas d'engendrer une radicalisation et une réunification symétriques ?*, s'interroge Jérôme Sainte-Marie. Le sondeur et fondateur de la société d'études et de conseil PollingVox démontre dans son nouvel ouvrage, *Bloc contre bloc*, comment s'est constituée et accentuée, en deux ans, une polarisation inédite entre ceux qui profitent du libéralisme économique et culturel et soutiennent le pouvoir en place, et ceux qui, en miroir, le dénoncent. Des forces nouvelles qui s'abhorrent et soulignent que rien n'est joué pour 2022.**

Dans l'introduction de votre livre, vous rapprochez 2017 de 1848, pourquoi ?

La période entre 1848 et 1851 est très intéressante politiquement car on a à la fois une innovation majeure, l'élection du président de la République au suffrage universel masculin, une lutte sociale sous la forme d'une insurrection et de la répression qui l'accompagne, et une

Dans **Le Monde**

Le Monde
SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019

Jérôme Sainte-Marie : « Ce conflit a réveillé un imaginaire de lutte de classes »

Le politiste souligne un nouveau clivage entre un « bloc élitaire » et un « bloc populaire »

ENTRETIEN

Politiste, fondateur de la société d'études Polling Vox, Jérôme Sainte-Marie vient de publier *Bloc contre bloc, la dynamique du macronisme* (éditions du Cerf, 284 pages, 18 euros).

Vous affirmez dans votre essai que l'effacement du clivage gauche-droite a conduit à l'émergence d'un nouveau clivage entre un « bloc élitaire » et un « bloc populaire ». Qu'entendez-vous par là ?

L'ancien clivage gauche-droite opposait deux grands « massifs » devenus très composites sociologiquement. Dans chaque camp, il y avait à la fois des éléments populaires, des classes moyennes et des bourgeois, ce qui obligeait à des compromis pour triompher au second tour. Ce système, affaibli par la poussée du vote lepéniste, a fini par apparaître dysfonctionnel, en ce sens qu'il ne permettait pas de donner à l'exécutif une base suffisante pour mener des réformes structurelles. Pour y répondre, Emmanuel Macron a proposé une triple réconciliation : politique, avec le rassemblement de gens de droite et de gauche ; idéologique, avec la fusion du libéralisme économique et culturel ; sociologique, avec la réunification de la bourgeoisie. C'est le socle du « bloc élitaire » qui mêle les 1 % des contribuables les plus fortunés, les cadres supérieurs du privé et du public, et nombre de retraités gageant leur sécurité financière sur l'ordre social.

La rupture des équilibres politiques anciens aurait donc entraîné de nouvelles fractures sociales ?

Macron, en se revendiquant du progressisme, que ses conseillers définissent comme la « maximisation des possibles », se situe dans un projet radical : loin d'être un simple catalogue de bons sentiments, ce concept correspond à une projection dans l'avenir débarrassée des limites au développement capitaliste que pouvaient constituer aussi bien la morale traditionnelle, chère à une partie de la droite, que les contraintes issues du mouvement ouvrier, chères à une partie de la gauche.

Macron a donné une base sociale pertinente à un projet d'adaptation rapide de la France aux règles contemporaines du capitalisme mondialisé. Elle rassemble ceux qui en profitent le plus. Ce faisant, le progressisme macronien cristallise contre lui l'hostilité de toutes les catégories qui ne se reconnaissent pas dans ce projet, et favorise l'émergence d'un « bloc populaire » de plus en plus cohérent d'un point de vue sociologique, idéologique et politique.

Comment définissez-vous ce bloc populaire ?

Il s'articule autour des actifs du secteur privé en position subalterne, salariés ou indépendants, ceux qu'on appelle communément les travailleurs pauvres, augmentés d'une partie des classes moyennes modestes. On y retrouve la France populaire qui a voté « non » en 2005 (au projet de Constitution européenne). Ce bloc s'oppose trait pour trait au bloc élitaire, mais en moins abouti.

« LE PROGRESSISME MACRONIEN CRISTALLISE CONTRE LUI L'HOSTILITÉ DE TOUTES LES CATÉGORIES QUI NE SE RECONNAISSENT PAS DANS CE PROJET »

Selon vous, l'avènement du « nouveau monde » aurait réveillé un vote de classe. Pourtant, les penseurs du macronisme affirment que jamais le comportement électoral n'a été aussi peu dépendant de la position sociale…

Cette notion de classes sociales semblait être enfouie sous les décombres du mur de Berlin. Sa résurgence traduit un climat particulier en ce quinquennat. Quant au lien entre le vote et la profession, le statut et le revenu des électeurs, il est avéré et même toujours plus pertinent. Aux européennes, plus grande était la prospérité des électeurs, et plus souvent ils votaient pour la liste La République en marche-MoDem. La même relation, mais en sens inverse, s'observait pour la liste Rassemblement national (RN). L'expression de vote de classes convient. Les tenants du progressisme n'aiment pas trop que l'on rappelle son soubassement sociologique. Ils préfèrent parler de montée de l'individualisme.

A vous lire, les « gilets jaunes » seraient l'expression de cette « lutte des classes »…

Ce conflit a réveillé dans l'opinion un imaginaire de lutte de classes. Il a dépassé de beaucoup ses revendications initiales. Il constitue une réponse spontanée à l'autonomisation des élites via le macronisme. Le soutien ou le rejet ont été socialement déterminés. La France d'en bas, précarisée, non syndiquée et faiblement intégrée aux institutions politiques, a pris conscience de son nombre et de sa force. Lorsqu'elle a voté en mai aux européennes, ce fut surtout au profit du RN. A l'occasion de cette crise, marquée par une détestation croisée, le bloc élitaire a gagné en cohérence mais il a constaté son isolement.

Cette polarisation n'est-elle pas réductrice alors que d'autres observateurs décrivent plutôt une société française en pleine « archipélisation » ?

Comme l'ancien clivage n'a pas disparu, on peut avoir l'impression d'une complexification du jeu. Il me semble à l'inverse qu'il tend à se simplifier en l'opposition d'un libéralisme multiforme à un souverainisme intégral.

Ce clivage se traduit-il dans les urnes ?

Les sondages indiquent que six électeurs sur dix choisiraient, au premier tour de la présidentielle, soit Macron, soit Le Pen. Cette [illegible] permet à celle-ci de se désenclaver. A l'inverse, l'inévitable usure du pouvoir empêche celui qui serait le candidat sortant d'espérer retrouver son score de 2017 au second tour. La dynamique de ce quinquennat ouvre des perspectives politiques vertigineuses. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLENN DE ROYER

Cyrille : « Quelque chose a été

Matthias : « Je me suis dit : la casse paie, il faut continuer ! »

Dans **Le Figaro**

18 CHAMPS LIBRES DÉBATS

ENTRETIEN

Un an après le début des «gilets jaunes»: France, où en sont tes divisions?

Outre le fait de partager le même prénom, Jérôme Sainte-Marie et Jérôme Fourquet ont pour point commun de compter parmi les meilleurs sondeurs de leur génération. Tous deux sont également auteurs d'essais majeurs sur la France post-«gilets jaunes». Cependant, en apparence du moins, leurs thèses respectives s'opposent. Dans *L'Archipel français* (Seuil), Fourquet défendait l'idée d'un morcellement de notre pays sur fond de fractures culturelles et sociales. *Bloc contre Bloc* de Jérôme Sainte-Marie, qui vient de paraître (Cerf), assume quelque peu contre une réponse à cette thèse. Pour l'auteur, la France se fragmente moins qu'elle ne se polarise sur le plan sociologique et électoral. Macron et Le Pen incarnent, selon lui, ce nouveau clivage. Un an après le début du mouvement des «gilets jaunes», nous avons réuni les deux essayistes pour examiner leurs accords et désaccords.

ALEXANDRE DEVECCHIO

LE FIGARO. – Dans vos livres respectifs, vous défendez des thèses en apparence opposées. Pour vous, Jérôme Fourquet, notre société n'est plus bloquée mais la société française, fondée par Jérôme Sainte-Marie, toute stratégique sur un phénomène de polarisation. Ces deux thèses sont-elles réconciliables ?

Jérôme FOURQUET. – Quand je définis la société française comme une société archipélique, j'entends notamment qu'au plan politique on observe un nouveau clivage qui a supplanté le clivage gauche-droite et qui devient le clivage dominant. À cet égard, je suis assez proche de la thèse défendue par Jérôme Sainte-Marie, à ceci près que l'on peut débattre de la notion de polarisation : à partir de quel moment un clivage dominant devient-il le seul et structurant ?

On peut constater aujourd'hui, tant dans les résultats de la vie politique française que dans les intentions de vote que dans les scrutins, que les deux nouveaux pôles dominants se situent à peine 30 %, du corps électoral. Il y a donc une autre partie très importante de la population qui ne se retrouve pas pour l'instant dans l'opposition, schématiquement, entre macronie et rassemblement. Ce clivage à cartes supplantés l'ancien clivage gauche-droite, beaucoup de Français ne se reconnaissent pas pour l'instant en lui. C'est pour cela que je préfère le concept d'archipel à celui de bloc. Cette fragmentation, loin qui montre une fragmentation, même si dans ce chaos deux blocs s'opposent en effet. En raison de la force de notre modèle électoral, de notre mode de scrutin, ces deux blocs vont sans doute attirer les forces dominantes, sans rassembler les forces dominées, sans rassembler autour d'eux dans de vastes coalitions comme la gauche et la droite unissaient le faire.

Ce phénomène des «gilets jaunes» est allé bien au-delà des mécontentements qui l'ont fait naître, il a développé un véritable instinct de classe, aussi bien chez ses partisans que parmi ses détracteurs

JÉRÔME SAINTE-MARIE

Un an pour pour après le début des «gilets jaunes», ce mouvement a-t-il participé de la fragmentation ou de la polarisation de la France ?

J.F. – Il y a effectivement eu dans cette crise une traduction dans la rue de cet affrontement de classes, bien décrit par Jérôme Sainte-Marie. Cela s'est manifesté physiquement et gas toujours dans

Deux France se faisaient face de manière très symbolique, avec des soutiens des «gilets jaunes» émanant du bas des classes moyennes, qui défilaient samedi après samedi dans les beaux quartiers des grandes villes sous les fenêtres de la France qui va bien, laquelle regardait de manière circonspecte puis très inquiète ces défilés. Et le recours parfois fréquent à une certaine forme de violence. On a eu un précipité de cette opposition.

Mais « en même temps », toute la France ne s'est pas polarisée autour de cet affrontement et un nombre significatif de catégories de la population sont restées spectatrices. Je pense à une partie de la droite, qui au début a soutenu les « gilets civen et ne savait en fait plus vraiment où se situer. On peut aussi mentionner l'électorat des banlieues, qui, en dépit des efforts de l'extrême gauche pour faire converger les « luttes », ne s'est pas retrouvé dans ce mouvement. Et puisque l'on parle de la gauche, on peut citer des forces écologistes regagnant l'intérêt suscité par le mouvement des « gilets jaunes ». Mais cela n'a pas été très concluant. Chacun sait qu'il n'est qu'un mouvement non politique.

J.S.-M. – J'ai également été frappé par le très grand contraste, dans le rapport politique du conflit, entre l'électorat des deux fractions fortes et l'électorat des forces plus classiques, de gauche et de droite, tout simplement. Cet électorat a également percuté l'intervention de Jean-Luc Mélenchon qui était du reconnaître la gauche autour de lui. Il a pris à contre-pied une grande partie de son électorat traditionnel de la gauche et de la droite, qui a longtemps été leur force, devient une fai-

La transformation de notre société en une société multiculturelle est un élément qui vient fragmenter le bloc populaire

JÉRÔME FOURQUET

mais aux européennes, sous le choc de l'affrontement social en cours, une partie a rallié le vote LREM. En face, le bloc populaire demeurait virtuel, dans la mesure où son expression politique était presque également divisée entre le vote Mélenchon et Le Pen. Et que, par ailleurs, d'un point de vue sociologique, il n'avait pas vraiment de noyau dur.

Mais en novembre et décembre 2018, nous avons assisté à la mobilisation d'un groupe social bien particulier. Nous pas les classes populaires en général, mais bien les actifs du privé, salariés d'exécution, petits commerçants, petits artisans, c'est-à-dire ceux qui vivent différemment de leur travail quand ils ne sont pas au chômage, et se trouvent dans des positions sociales subalternes. Cela fait du monde, et même un monde qui ne se mobilisait plus, pas syndiqué, mal encadré politiquement, donc naturellement émietté. Or la forme de ce mouvement, à travers toute la France, à travers les ronds-points, est en adéquation avec la dispersion de ce milieu, pourtant assez homogène dans son niveau de diplômes et de revenus, ainsi que dans la précarité de sa condition. Donc, il y a démontré un noyau sociologique à ce bloc populaire, autour duquel s'agrègent des individus d'autres milieux, dans la rue comme dans le vote.

Aux européennes, il est apparu que le principal débouché politique de ce bloc, outre l'abstention et le vote blanc, a été de déposer un bulletin pour la liste Bardella. Inversement, la liste Manon Aubry, qui assumait une identité de gauche, en a très peu profité. On sait que la gauche progresse dans la fonction publique, ou plus généralement parmi ceux qui prônent et bénéficient de la dépense publique. Ceci dit, la liste Bardella a fait des gens qui réclament moins de taxes. L'idéologie du souverainisme intégral porté par le Rassemblement national l'aide à mieux surmonter ses contradictions et favorise la consolidation d'un bloc populaire dont l'expression politique est, de fait, en voie d'unification.

pour l'essentiel divine le vote populaire.

Par exemple, le fait d'être plus modestement, à l'horizon de la prochaine présidentielle. Il me semble que c'est encore un peu tôt. On surestime beaucoup la proportion d'électeurs musulmans parmi les votants, plus proche de 5 % que de 10 %, du fait d'une moindre participation. Pour l'instant, il me semble que, à cet égard, l'immigration pour beaucoup plus comme représentation. Delà a tendance à fragmenter davantage encore la gauche et cela joue un rôle central dans l'effondrement dans les urnes de La France insoumise, elle qui refuse d'endosser les positions d'une bonne partie de ses électeurs, notamment d'origine populaire, sur le contrôle et la réduction des flux migratoires. À court terme, cela favorise puissamment Marine Le Pen, privée d'un concurrent sérieux dans le vote populaire.

Dernier point, la plupart des électeurs musulmans votent comme tous les autres en fonction d'aspirations diverses, et, notamment, je pense à une étude Ifop pour Le Figaro qui montrait qu'ils expriment beaucoup de demandes sociales. Tout simplement parce qu'issus de l'immigration plus récente, ils sont très souvent dans des fonctions subalternes et bénéficient de l'État social. Cela ne les incite pas, dans leur masse, à chérir Macron, et s'il existe toute une tranche, notamment chez les jeunes, qui adhère au libéralisme entrepreneurial, cela demeure une minorité. Ainsi, dans le cadre du nouveau clivage, une double contradiction pèse sur le vote des gens issus de l'immigration, et plus particulièrement de ceux d'entre eux de confession musulmane : une sensible que cela favorisera sa l'abstention lors du second tour présidentielle.

Bloc contre bloc
La dynamique du Macronisme
JÉRÔME SAINTE-MARIE
EDITIONS CERF
19 EUROS, 250 PAGES

L'Archipel français
Naissance d'une France divisée
JÉRÔME FOURQUET
EDITIONS DU SEUIL
21 EUROS, 384 PAGES
EN ÉCLAIRÉ AUSSI

» Lire aussi PAGES 2, 3, 4

» Retrouvez la version de ce grand entretien sur www.lefigaro.fr/vox

Dans **Le Figaro**

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

Démocratie négative

Le train est lancé. S'il continue de rouler ainsi jusqu'en 2022, il arrivera directement à destination : Macron-Le Pen, terminus ! Tout le monde descend ! Notre sondage est éloquent : deux (gros) tiers des Français prévoient un nouveau duel Macron-Le Pen. Il est inquiétant : trois (petits) quarts ne souhaitent pas que ce duel se reproduise. La nouvelle dialectique déplaît à ceux qui la subissent sans qu'ils sachent comment y échapper. Le piège s'est refermé sur eux.

Le piège ? Ne confondons pas les causes et les effets. Si, hors Marine Le Pen, le président de la République a choisi de ne légitimer aucun de ses opposants, s'il bénéficie de la dislocation des anciens clivages, il n'est pas le moteur de cette poussée tellurique qui, dans toute l'Europe, transforme la vie politique en affrontement *« bloc contre bloc »* (Jérôme Sainte-Marie). Macron ne conduit pas le train, il profite du nouveau parcours.

Reste que cette recomposition, et notre enquête d'opinion le révèle, n'est une bonne nouvelle pour personne. À un « tout sauf Le Pen » répondrait un « tout sauf Macron ». L'opposition caricaturale des géographies, des sociologies remplacerait le débat dont la France a besoin. De part et d'autre, on s'apprête à invoquer une forme de « Tina » (*« There is no alternative »*) électorale : la démocratie négative. Macron finirait par l'emporter, mais à quel prix…

La guerre est binaire, mais la politique, justement, ne l'est pas. Pour être représentative, la vie civique doit être polyphonique. La droite, irréprochable ces derniers jours dans sa défense de la laïcité, peut y retrouver une place. Elle ne le fera pas en se plaignant d'être exclue du nouveau clivage (comme si elle bénéficiait d'un fauteuil permanent au conseil de sécurité des forces politiques), mais en faisant la preuve de sa capacité à perturber ce duel imposé. Elle a beaucoup perdu, elle a beaucoup déçu. Pourtant, une perspective étroite s'ouvre à elle. Restaurer sur des thèmes essentiels – immigration, retraites, islam politique, sécurité, dépenses publiques – la possibilité d'un désaccord intelligent… ■

La droite doit montrer qu'elle peut perturber ce duel

Sur **Europe 1**

https://www.europe1.fr/emissions/C-est-arrive-demain/patrick-cohen-avec-jerome-sainte-marie-pauline-delassus-jeanne-added-et-eva-green-3933206?fbclid=IwAR01aI7wgxXXn57pxPmuYNJ9OSx1rZhCoTesbZeShJEAC2nKnoRct6B-uqY

Dans **L'Humanité**

https://www.humanite.fr/jerome-sainte-marie-macron-ne-cherche-pas-etre-majoritaire-680791?fbclid=IwAR1wiA1s407p8E8fyegckMGtZ7niBs1_xkxaher8jHPER5rOGwwOVraIcvI

Sur **LCI** avec Audrey Crespo Mara

https://www.lci.fr/replay/video-audrey-and-co-du-lundi-25-novembre-2019-2138591.html?fbclid=IwAR0tK1_W9Ua6SgzMSFnSrNrQIt9YwGgdDBdPlyjPWM74O0q-7rshJ97NVzw

Dans **Le Figaro Magazine**

ESPRITS LIBRES

42/ Le Figaro Magazine / 8 novembre 2019

Jérôme Sainte-Marie

"LA CRISTALLISATION DU BLOC POPULAIRE PEUT ABOUTIR À LA DÉFAITE DE MACRON"

C'est le livre d'un sondeur, qui décrypte les chiffres, mais aussi celui d'un théoricien et sociologue capable d'analyser les mouvements profonds de la société. Dans un essai majeur, « Bloc contre bloc. La dynamique du macronisme », publié aux Éditions du Cerf, Jérôme Sainte-Marie montre le retour de la lutte des classes dans une société qui se divise désormais en deux blocs : élitaire et populaire.

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

Dans votre nouvel essai, « Bloc contre bloc », vous appliquez une grille de lecture marxiste au clivage politique français. Même la gauche n'ose plus se référer à Marx. En quoi est-il pertinent pour comprendre notre époque ? Le marxisme doit-il être confondu avec le léninisme ?

Je suis depuis longtemps passionné par le Karl Marx sociologue et historien, même si, bien entendu, toute référence à son œuvre est compliquée par l'usage qui en a été fait par des régimes politiques disparus en Europe depuis une trentaine d'années. Le léninisme ne fut pourtant qu'une des interprétations possibles, et il existe une autre tradition marxiste de respect du suffrage universel et des libertés individuelles, par exemple chez les sociaux-démocrates allemands. Je crois très utile à la compréhension de notre époque tout ce que dit Marx sur l'articulation entre forces sociales et représentations politiques. Il s'est d'ailleurs inspiré pour cela d'auteurs libéraux, par exemple pour la notion de classe sociale, d'une grande banalité à son époque comme le montre la lecture d'Alexis de Tocqueville ou de François Guizot. En retour, Raymond Aron a été un lecteur érudit et naturellement très critique de Marx. J'ai pour ma part surtout utilisé un essai d'interprétation d'histoire immédiate, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, où le philosophe allemand confronte ses concepts à l'intense actualité politique de la IIe République, entre 1848 et 1851. Pour une autre période inhabituellement intéressante, celle ouverte par l'élection d'Emmanuel Macron, cela m'a paru de bonne méthode, par rapprochement comme par contraste, pour saisir les principes déterminants de notre actualité politique.

Selon vous, l'élection d'Emmanuel Macron a été marquée par le retour de la lutte des classes. Que signifie réellement le concept de classe ? Est-il approprié dans une société française qui semble par ailleurs en voie d'« archipélisation » ?

Pour le moins, il règne depuis deux ans en France un imaginaire de lutte des classes. Quant à savoir si les classes sociales existent, c'est une autre affaire. En toute hypothèse, ce ne sont pas de simples catégories socioprofessionnelles, comme celles que l'on utilise dans l'analyse des sondages. Le concept de classe sociale correspond d'abord à une situation particulière dans le système productif, donc à l'origine principale des revenus du groupe considéré, plus qu'à leur niveau. A ces données objectives, il faut une conscience collective, celle de former un ensemble cohérent d'intérêts, de valeurs et d'ambition politique. C'est alors qu'une classe en soi devient une classe pour soi, et qu'elle joue un rôle historique. On peut parfaitement considérer que ces notions sont abs- traites, voire vides de sens. Je m'en tiens dans ce livre à souligner à quel point les opinions et les votes sont déterminés par la position sociale. Derrière la vivacité de l'individualisme comme norme sociale, on constate que les individus sont toujours, et selon moi de plus en plus déterminés politiquement par des situations collectives. Et, par ailleurs, l'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron polarise la société française en deux grands blocs semblables bien plus qu'il ne produit fragmentation « archipélisation ».

Au clivage droite-gauche se substituerait un conflit entre ce que vous appelez le « bloc élitaire » et le « bloc populaire ». N'est-ce pas un peu binaire ?

Je décris les deux pôles d'attraction du système politique français actuel, qui lui donnent sa dynamique sans autant que tous s'y retrouvent. Entre ces deux blocs plus en plus cohérents d'un point de vue sociologique, idéologique, il demeure des millions de citoyens

43/ Le Figaro Magazine / 8 novembre 2019

Sur **Réac ‘n roll** et **Vu du droit**

https://www.vududroit.com/2019/11/bloc-contre-bloc-la-lutte-des-classes-le-retour/?fbclid=IwAR3d0jL0BFhLQq6aj5pXTDj7nnHukX-liRsc8wHCrO7cnfSse9FPaZfhGWY

ESPRITS LIBRES

"Ironiquement, comme candidat et comme président, Macron reprend le programme que Marx prêtait à la bourgeoisie…"

conditions et de convictions diverses, par exemple ceux qui restent fidèles aux notions de gauche et de droite. Je constate simplement que les résultats des élections comme les réactions de l'opinion doivent toujours davantage à l'antagonisme entre bloc élitaire et bloc populaire, dans un schéma effectivement binaire. Ceci rappelle ce que l'on a vu s'installer au cours des années 1960, avec la constitution d'une gauche et d'une droite assez cohérentes dans leur composition sociologique comme dans leur message politique. Nous sommes face à un nouveau clivage, qui tend comme souvent en politique vers la dualité.

La crise des « gilets jaunes » a-t-elle été l'expression de cette nouvelle lutte des classes ?

L'observation de terrain comme la lecture des études d'opinion m'ont convaincu que le monde des « gilets jaunes » formait l'antithèse de celui ayant triomphé avec Macron. La condition sociale, le niveau de revenu et de diplôme, les lieux d'habitation, les références culturelles et, bien entendu le parcours électoral, tout différenciait ces deux univers. Leur opposition frontale n'a fait que renforcer leur homogénéité interne. Ces moments d'intense division nationale, et pour reprendre le terme de détestation réciproque, m'ont paru très proches des conflits de classes ayant caractérisé les grandes crises françaises du XIXe siècle. Les termes en étaient différents, mais la dynamique est similaire. La crise semble apaisée, mais il y a eu, de part et d'autre, une pédagogie du conflit. A cette occasion, les antagonismes se sont durcis et les solutions politiques se sont figées.

Quelles sont les différentes catégories qui composent ces deux blocs ?

Le bloc élitaire, sa composition est stable

Ils forment donc des ensembles idéologiques dont la position s'ancre dans un conflit d'intérêts matériels n'est pas une bonne nouvelle pour le pays.

Dans notre société multiculturelle, les clivages identitaires se superposent aux clivages sociaux. On vote l'électorat « musulman » par exemple voter pour Le Pen, bien qu'une grande partie de celui-ci soit stratégiquement plus proche du bloc populaire…

C'est tout à fait exact mais il ne faut pas exagérer l'importance numérique des électeurs de confession musulmane. Pour les nationaux, il s'agit d'une population marquée par tous les traits de l'abstentionnisme : le vote est, dans ses motivations principales, similaire à celui des autres citoyens. L'origine extra-européenne ou bien la confession musulmane ne pèsent positivement que de manière négative, en empêchant pour le Rassemblement national, comme l'évolution électorale de la Seine-Saint-Denis le montre. Point de vue, l'immigration est plutôt favorable au maintien au pouvoir du bloc élitaire. A cette importante exception près, les clivages ont plutôt tendance à se superposer qu'à se croiser.

Vous expliquez vous-même que La France insoumise, qui aurait pu représenter le bloc populaire, s'est effondrée sur cette question…

Durant la première année du quinquennat, LFI représente aux yeux des Français la principale opposition. Cependant, Jean-Luc Mélenchon ayant considéré qu'il pouvait être à la tête d'une gauche reconstituée, il a abandonné toutes les tentations du gauchisme culturel, notamment lors du débat sur la loi immigration. Or, la moitié de ses élec-

« Bloc contre bloc. La dynamique

Dans **Ruptures**

https://ruptures-presse.fr/opinions/gilets-jaunes-populaire-sainte-marie/?fbclid=IwAR2L276MMwAEfaoQ8T8YeMRhT6svkJ1EBkJ_KacnEtLBJIwzlb75U_6877M

Dans **Le Vent Se Lève**

https://lvsl.fr/jerome-sainte-marie-le-macronisme-est-un-projet-minoritaire/?fbclid=IwAR3GxKf3vzr9kBtEhkJ3weZpfbQN8EwpUlvpvR62F7R9CwMSSexyRNbDO18

Sur **France Inter**

https://www.franceinter.fr/emissions/le-nouveau-rendez-vous/le-nouveau-rendez-vous-13-novembre-2019?fbclid=IwAR2xhsoBtv2BMrhPu4uEgQehohR6jnbbpKMbqGMZvor7zUBojY82khGTSAo

Dans **Le Point**

https://www.lepoint.fr/politique/macron-a-donne-a-sa-volonte-de-reforme-une-base-politique-pertinente-10-11-2019-2346336_20.php#xtor=CS2-259

Sur LCI avec **David Pujadas**

https://www.lci.fr/replay/video-24h-pujadas-du-jeudi-7-novembre-2019-2137100.html?fbclid=IwAR2_WAd7MndL0bSIP7hSJEzcuEySy-IOfJ4uD7Nm8p3yKoMYMng2I-kkuIA#